

CHAPITRE

11

Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

Dossiers

1 Comment mesurer les inégalités et leur évolution ?

- A. La mesure des inégalités économiques 384
 - B. Les principales évolutions des inégalités économiques depuis le début du xx^e siècle 386
 - C. Le caractère cumulatif des inégalités économiques et sociales 388
- ZOOM SUR...** Les inégalités liées aux discriminations et aux stigmatisations 390

2 Quelles conceptions de la justice sociale sous-tendent les politiques publiques ?

- A. Les différentes conceptions de l'égalité 392
- B. Les principales approches de la justice sociale 394

3 Comment les pouvoirs publics agissent-ils en faveur de la justice sociale ?

- A. Les moyens mis en œuvre pour réduire les inégalités économiques 396
- B. L'action des pouvoirs publics visant à promouvoir l'égalité des chances 398
- C. Les contraintes pesant sur les gouvernements en matière de lutte contre les inégalités 400

Activités

- 1. La justice sociale à hauteur d'enfants 401
- 2. Mesurer les discriminations 402

Synthèse

404

Mobiliser ses connaissances

407

Tout pour réviser

410

Objectif bac

412

À l'issue de ce chapitre, vous saurez

- De quelles manières on peut mesurer les inégalités économiques.
- Qu'il existe de nombreuses formes d'inégalités sociales, qui ont tendance à se cumuler.
- Que l'on peut distinguer plusieurs approches de l'égalité et que celles-ci peuvent se compléter ou entrer en tension.
- Qu'il existe plusieurs conceptions de la justice sociale.
- Que les pouvoirs publics ont différents instruments pour lutter contre les inégalités mais que ceux-ci sont débattus

ÉTAT DE SANTÉ ET INÉGALITÉ SOCIALE...



Vrai ou faux ?

- Les inégalités économiques ont un effet sur la santé.

Quiz

Qu'avez-vous retenu de la 2^{de} et de la 1^{re}?



→ Donnez la ou les bonne(s) réponse(s):

1 Le capital humain:

- a. explique les écarts de productivité entre individus selon Gary Becker.
- b. peut faire l'objet d'un investissement, comme n'importe quelle forme de capital physique, qui permet d'accroître le niveau de salaire.
- c. s'acquiert par la formation initiale mais pas par la formation continue.

2 Les capacités :

- a. sont un concept de justice sociale développé par l'économiste indien Amartya Sen.
- b. mesurent la capacité des agents à maîtriser leur destin.
- c. sont synonymes de capital humain.

3 Le revenu primaire des ménages:

- a. est l'ensemble des revenus résultant de la participation à l'activité productive.
- b. correspond au revenu disponible.
- c. comprend les revenus salariaux, les revenus mixtes et les revenus du patrimoine.

4 Le système de Sécurité sociale:

- a. repose sur une logique d'assistance et/ou d'assurance.
- b. participe à la réduction des inégalités de revenu primaire (mécanisme de la redistribution).
- c. accroît l'exposition aux risques sociaux (maladie, vieillesse, famille, chômage).

Comparer pour comprendre

→ Les inégalités de revenu et de position sociale sont-elles le reflet des différences de mérite individuel ?



Personnel de service d'aide à la personne dans un Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes).



Donald Trump, 45^e président des États-Unis, lors d'une partie de golf en Écosse.

Une vidéo pour comprendre

→ Présentez l'évolution des inégalités et de leurs justifications selon Thomas Piketty.



Capital et idéologie : le nouveau livre de T. Piketty, C à vous.

A La mesure des inégalités économiques

1 Réagir

Qu'est-ce qu'être pauvre ?



2 L'indice de Gini

DOC FONDAMENTAL

L'indice le plus couramment utilisé pour mesurer la concentration des ressources monétaires est le coefficient de Gini. Par un chiffre compris entre 0 [distribution parfaitement égalitaire, et 1 [distribution parfaitement inégalitaire où un ménage possède 100 % de la variable calculée], il trace la courbe de Lorenz [...]. Celle-ci est la représentation graphique de la fonction qui mesure le degré de concentration d'une variable dans une population. Elle associe, en abscisse, les effectifs cumulés de la population (en %) et, en ordonnée, les effectifs cumulés croissants de la variable dont on étudie la distribution (en %). La bissectrice représente la distribution parfaitement égalitaire et, plus la concentration réelle s'en éloigne, plus la distribution de la variable est inégalitaire. L'indice de Gini est calculé à partir [...] de l'aire située entre la bissectrice et la courbe de répartition de la variable. L'indice de Gini est abstrait: il synthétise en un seul chiffre le niveau global d'inégalités observable dans une société. Il peut donc donner lieu à des comparaisons entre les sociétés et entre une même société à différentes périodes. Le défaut principal des indicateurs synthétiques comme le coefficient de Gini est de ne pas permettre de saisir les rapports sociaux à l'intérieur de la population étudiée. Il est en outre difficile de comprendre intuitivement le niveau d'inégalités d'un pays à partir d'un seul chiffre.

Nicolas Duvoux, *Les inégalités sociales*, PUF, 2017.

Application

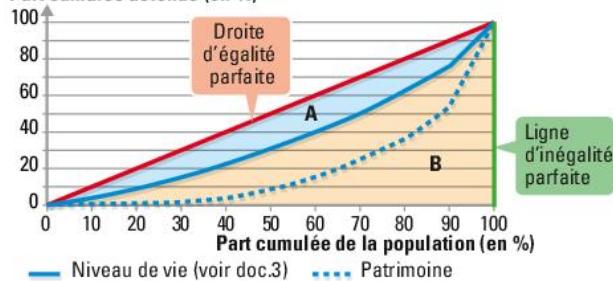
- Quelle part du niveau de vie et du patrimoine possèdent les 60 % de la population la plus pauvre ? Et les 40 % de la population la plus riche ? (graphique 1)
- Calculez l'évolution de l'indice de Gini des revenus en France entre 1970 et 2017. (graphique 2)

VIDÉO

Combien les pauvres devraient laisser aux riches ?
La statistique expliquée à mon chat.

Représentation graphique de l'indice de Gini

Part cumulée détenue (en %)

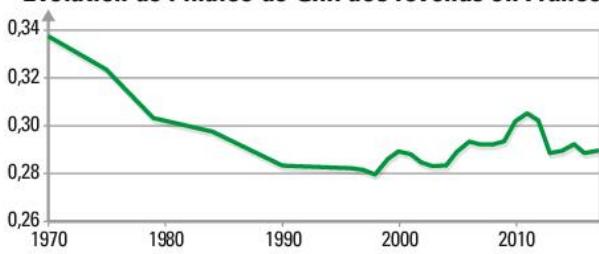


Niveau de vie (voir doc.3) Patrimoine

Droite d'égalité parfaite

Ligne d'inégalité parfaite

Évolution de l'indice de Gini des revenus en France

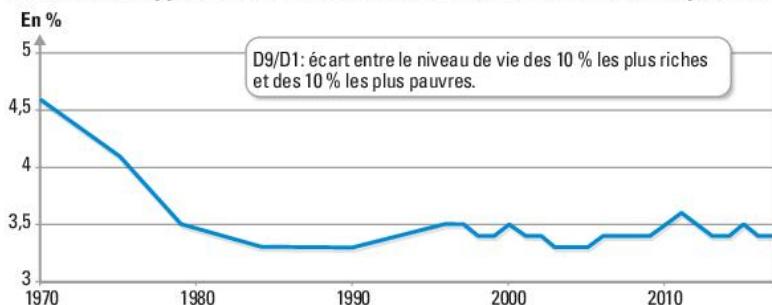


Insee, Observatoire des inégalités, 2019.

- Analyser.** Rappelez ce que sont les revenus du patrimoine des ménages et expliquez pourquoi le patrimoine est plus concentré que le niveau de vie.
- Expliquer.** Comment calcule-t-on l'indice de Gini des niveaux de vie à partir des surfaces marquées A et B sur le graphique ?
- Résumer.** Quels sont les principaux intérêts et les principales limites de l'indice de Gini ?

3 Mesurer les écarts de niveau de vie

Évolution du rapport interdécile (D9/D1) de niveau de vie en France depuis 1970



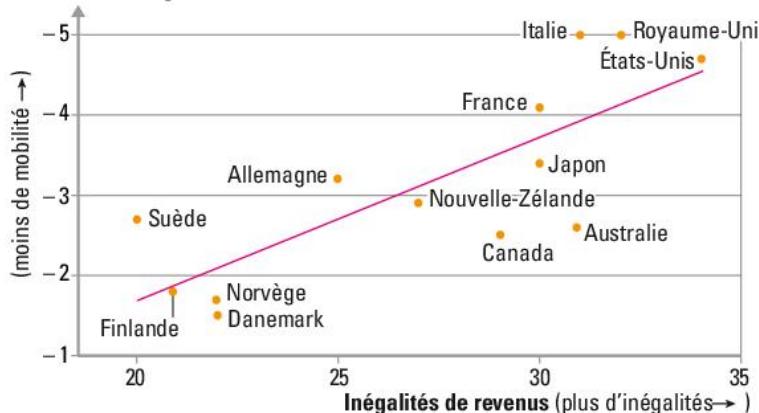
Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage auquel on appartient (après prélèvements obligatoires et revenus de transfert) divisé par le nombre d'unités de consommation qu'il comporte (1 pour le premier adulte, 0,5 pour chaque individu de plus de 14 ans, 0,3 pour les enfants plus jeunes).

Insee, Observatoire des inégalités, 2019.

4 Des inégalités qui se transmettent de parent à enfant

L'élasticité intergénérationnelle des revenus de différents pays

Élasticité intergénérationnelle des revenus



L'élasticité intergénérationnelle des revenus est un coefficient entre 0 et 1 qui indique la force de la liaison entre le revenu des individus par rapport à celui de leurs parents. Le coefficient de Gini calculé sur 100 mesure les inégalités de revenu.

Miles Corak, "Income Inequality, Equality of Opportunity, and Intergenerational Mobility", *Journal of Economic Perspectives*, 2013.

- Définir.** Rappelez ce qu'est la notion d'élasticité de revenu. Que mesure l'élasticité intergénérationnelle des revenus ?
- Lire.** Proposez une phrase qui résume les données concernant la Finlande et les États-Unis. Commentez.
- Analyser.** Quelle corrélation suggère la droite indiquée sur le graphique ? Quelles hypothèses feriez-vous pour expliquer ce constat ?

Faire le point

Vrai ou Faux ?

- Un décile désigne le dixième de la population au revenu le plus faible.
- Les inégalités de revenus ont tendance à diminuer en France depuis 30 ans.
- Les inégalités de revenus sont moins fortes que celles de patrimoine.
- Le rapport interdécile ne permet pas de saisir toute la variation des inégalités.
- La composition du patrimoine est aussi un facteur d'inégalités entre les ménages.

- Lire.** Exprimez la valeur de la courbe pour 1970 et 2017 en une phrase sans utiliser l'expression « rapport interdécile ». **Fiche méthode 9**

- Comprendre.** Que peut-on dire sur le niveau d'inégalités de revenus lorsque le rapport interdécile augmente ? Et lorsqu'il diminue ?
- Interpréter.** Pourquoi le rapport interdécile est-il un indicateur imparfait d'inégalités de niveau de vie ? Trouvez un exemple attestant que les inégalités peuvent augmenter sans que le rapport interdécile ne change.

Application



Recherchez parmi les grandes entreprises du CAC 40 celles qui sont dirigées par de grandes familles. Choisissez l'une d'entre elles et expliquez comment la fortune est stratégiquement investie et transmise aux descendants.



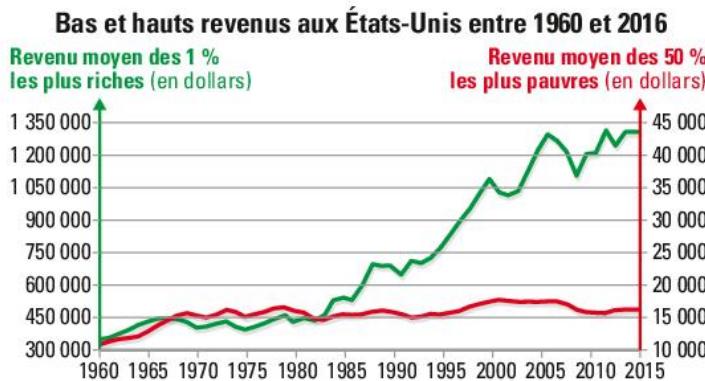
Mission

Rendez-vous sur le site du livre de Thomas Piketty, *Capital et idéologie* (2019), choisissez un graphique qui vous paraît intéressant concernant l'évolution des inégalités économiques et résumez-le en quelques phrases afin de le présenter à la classe.

B Les principales évolutions des inégalités économiques depuis le début du xx^e siècle

1 Réagir

Quelles inégalités se sont particulièrement creusées depuis les années 1980 ?



Lecture : En 1970, le revenu moyen des 50 % les plus pauvres était de 15 200 \$ par an et par adulte, et celui des 1 % les plus riches de 403 000 \$, soit un rapport de 1 à 26. En 2015, le revenu moyen des 50 % les plus pauvres est de 16 200 \$, et celui des 1 % les plus riches de 1 305 000 \$, soit un rapport de 1 à 81. Tous les montants sont en \$ constants de 2015.

Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Seuil, 2019.

VIDÉO

Le mouvement Occupy Wall Street, Europe 1.



Le mouvement « Occupy Wall Street » réagit au creusement des inégalités en faveur des 1 % les plus riches, jugés responsables de la crise de 2008. De 1979 à 2005 le revenu d'un Américain moyen, a augmenté de 21 % (avant de régresser depuis), alors que celui des 0,1 % de leurs compatriotes les plus riches a crû de 400 %.

2 Quand richesse et pauvreté augmentent de concert

On connaît désormais bien la forme de l'évolution des inégalités de revenus et de patrimoines dans les pays riches depuis les débuts de la première industrialisation (qui a commencé en Angleterre dès la fin du XVIII^e siècle). Presque tous les pays pour lesquels des données sont disponibles ont connu une évolution globalement comparable, malgré des décalages dans le temps et des intensités variables. À une première phase d'augmentation des inégalités, portée par l'élévation des revenus moyens (les sociétés européennes deviennent à la fois plus riches et plus inégalitaires au XIX^e siècle, ce que les contemporains comme Alexis de Tocqueville perçoivent très bien en désignant par le terme de « paupérisme » ce paradoxe apparent), succède une phase de réduction, qui correspond pour l'Europe et les États-Unis à la période allant de la fin de la Première Guerre mondiale à la crise économique des années 1970. Sous l'effet conjugué des guerres, de la crise de 1929 et des politiques de redistribution (favorisées par l'extension du suffrage et la conquête des droits sociaux), les inégalités diminuent au sein des pays riches, alors même que l'inégalité mondiale (entre les pays

atteint son apogée à la veille des décolonisations. Dans les années 1960, jamais les sociétés développées n'ont été aussi égalitaires, et jamais les richesses n'ont été aussi inégalement distribuées à l'échelle du globe. L'Amérique de la « Grande Société », au temps de Lyndon Johnson, est aussi celle qui fait la guerre au Vietnam. On doit à l'économiste Simon Kuznets d'avoir mis en évidence, dans les années 1950, l'existence de ces deux phases historiques d'augmentation puis de réduction des inégalités, sous le coup de la croissance industrielle. Ce que l'on sait maintenant avec certitude, c'est que cette tendance à la diminution des inégalités, au sein des pays riches, n'était pas éternelle. Depuis les années 1980, d'abord aux États-Unis, puis partout ailleurs dans le monde occidental, les inégalités de revenus et de patrimoines ont fortement augmenté, voire explosé outre-Atlantique : la « grande compression » a pris fin, avec le déclin des syndicats ouvriers, l'allégement des taxes sur le capital et sur les hauts revenus, et l'essor de l'évasion fiscale.

Nicolas Delalande, « Le bel avenir des inégalités », *La Vie des idées*, mai 2019.

- 1 **Définir.** Que signifie le terme de « paupérisme » ?
- 2 **Analyser.** Quelles sont les grandes phases d'augmentation et de baisse des inégalités dans les pays riches au cours du dernier siècle et demi ?
- 3 **Expliquer.** Quels sont les principaux facteurs de la baisse des inégalités au cours du 20^e siècle pointés dans le texte ?

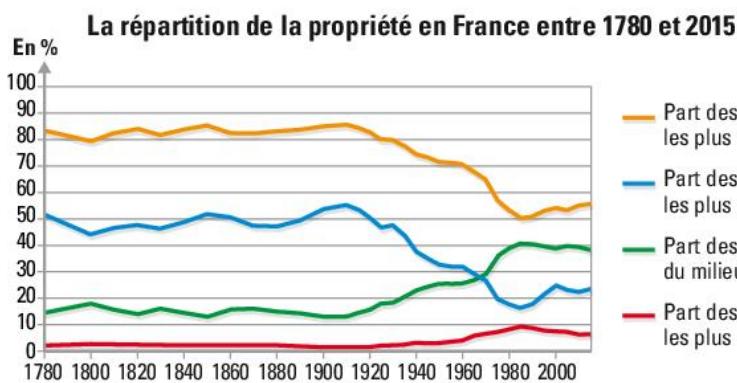
3 Évolution de la concentration du patrimoine en France depuis deux siècles

Les causes de l'évolution des inégalités de revenu et de patrimoine selon Thomas Piketty



La spirale des inégalités,
Public Sénat.

Facteurs de la réduction des inégalités de patrimoine entre 1914-1970	Facteurs favorisant la reconstitution du patrimoine depuis les années 1980
<ul style="list-style-type: none"> Destructions de capital liées aux guerres et faillites suite à la crise de 1929. Inflation forte dans l'entre-deux-guerres et soutenue au cours des années 1950-1970 qui réduit l'accumulation de patrimoine. Rôle de la fiscalité progressive sur les revenus et les patrimoines (mise en place en 1901 de l'impôt sur les successions et en 1914 de l'impôt sur le revenu qui empêche la reconstitution du patrimoine). Fort croissance favorable à la réduction des inégalités et à une moindre concentration du patrimoine (accession à la propriété des classes moyennes). Croissance ($g >$) rendement du capital (r) Passage d'une «société de rentiers» vivant d'un patrimoine à une «société de cadres» vivant de revenus du travail. 	<ul style="list-style-type: none"> Phénomène de reconstitution du patrimoine du fait d'un effet-prix (hausse de la valeur des titres financiers et de l'immobilier). Ralentissement de l'inflation à partir des années 1980 du fait de la mise en place de politiques désinflationnistes (hausse des taux d'intérêt, stagnation du coût du travail). Cela favorise l'épargne. Fiscalité plus favorable au patrimoine (moindre taxation du capital et des tranches hautes des revenus, réduction des droits de succession). Ralentissement de la croissance économique qui rétablit la loi fondamentale du capitalisme $g < r$: les détenteurs de patrimoine s'enrichissent mécaniquement plus vite que le reste de la population. La «société de cadres» ne signifie pas la disparition de «rentes» liées aux très hauts salaires.



Lecture: La part des 10 % les plus riches dans le total des propriétés privées était comprise entre 80 % et 90 % en France entre les années 1780 et 1910.

Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Seuil, 2019.



La courbe de Kuznets,
Alternative Économiques.

- Décrire.** Comment ont évolué globalement les inégalités de patrimoine au cours des deux derniers siècles ? Justifiez votre réponse à l'aide de chiffres bien choisis.
- Analyser.** Reliez les grandes phases d'évolution des inégalités aux explications de Thomas Piketty.
- Comprendre.** Distinguez dans les arguments de Piketty les facteurs qui relèvent de circonstances historiques et ceux qui reflètent des orientations des politiques publiques.

4 Un retour des super-riches aux États-Unis

DOC FONDAMENTAL

L'élargissement récent de l'éventail des revenus américains [...] provient pour l'essentiel de l'augmentation considérable des très hauts salaires et des rémunérations des cadres dirigeants [...], et non d'une explosion des hauts revenus du capital. Cette envolée des revenus des *working rich* [...] n'est pas attribuée à l'hypothèse d'un « progrès technique biaisé » [...]. En effet, [on] n'observe pas d'évolution comparable dans d'autres pays développés [...]. L'origine [...] se trouverait plutôt dans une plus grande tolérance sociale vis-à-vis des inégalités économiques [...]. L'explication serait donc plutôt à rechercher du côté des institutions et des nouveaux modes de rémunération dans les grandes entreprises anglo-saxonnes. En outre, [...] la diminution de la progressivité de l'impôt sur le revenu à partir des années 1980 coïncide avec la forte progression des hauts revenus, ce qui est favorable à terme à l'accumulation patrimoniale dans le haut de la distribution.

Emmanuel Saez, « Concentration des richesses et évolution à long terme des revenus aux États-Unis », SES-ENS, 2010.

Faire le point

À partir des documents précédents, caractérissez chacun des deux types d'inégalités durant les périodes suivantes en indiquant les facteurs qui ont pu jouer sur leur évolution :

	Inégalités de revenus	Inégalités de patrimoine
Avant 1914		
1918-1945		
1945-1985		
Depuis 1985		

Vers le bac

ORAL Quelles sont les grandes tendances dans l'évolution des inégalités économiques en France depuis le début du xx^e siècle ?

C Le caractère cumulatif des inégalités économiques et sociales

1 Réagir

Sommes-nous inégaux seulement par rapport à nos revenus ?



Toby Morris,
«On a plate», 2015.

2 Des inégalités multiformes ?

DOC FONDAMENTAL

Par «ressources de la société», il ne faut pas entendre seulement ses ressources *materielles*: les flux de revenus et les stocks de patrimoine, l'espace à occuper et le temps à vivre, etc. Mais aussi ses ressources *sociales et politiques* [...] ou encore ses ressources *symboliques* [...]. Du même coup, on peut grossièrement distinguer trois grandes catégories d'inégalités sociales :

- les *inégalités dans l'ordre de l'avoir*: les inégalités dans la distribution des ressources matérielles de la société, dans la répartition de la richesse sociale;
- les *inégalités dans l'ordre du pouvoir*: les inégalités dans la distribution des ressources sociales et politiques de la société, dans la

répartition du pouvoir, de la capacité de défendre ses intérêts et ses droits, d'imposer sa volonté aux autres par différents biais, de peser au moins partiellement sur l'organisation de la société et sur le cours des événements historiques ;

- les *inégalités dans l'ordre du savoir*: les inégalités dans la distribution et la maîtrise des savoirs, dans la capacité d'élaborer des connaissances et de donner un sens au monde dans lequel on vit, de proposer et d'imposer des définitions légitimes des choses, des gens, des situations, des rapports et des pratiques.

Alain Bihl et Roland Pfefferkorn, *Le système des inégalités*, La Découverte, 2008.

- 1 Définir.** Distinguez au regard du texte les inégalités économiques des inégalités sociales.
- 2 Illustrer.** Donnez un exemple de chacune des trois grandes catégories d'inégalités indiquées par le texte.
- 3 Expliquer.** En quoi consiste une ressource d'ordre symbolique selon vous ?

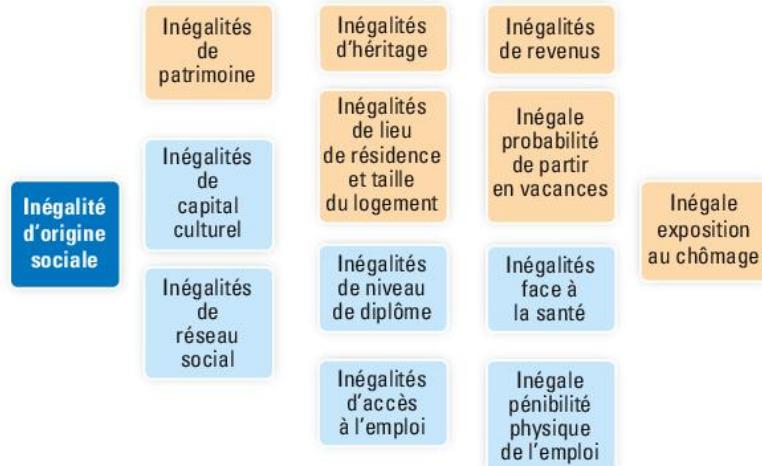
3 Le caractère cumulatif des inégalités socio-économiques



Le coût de la pauvreté,
Stupid Economics.

Les inégalités sociales se nourrissent [...] les unes les autres et tendent à se reproduire de génération en génération. Les inégalités de revenus disponibles engendrent quasi mécaniquement des inégalités de patrimoine ou pratique de consommation. [...] De manière analogue, les inégalités de situations des parents engendrent chez leurs enfants des dispositions et des capacités différentes face à la formation scolaire, débouchant sur des qualifications et des insertions inégales dans la division sociale du travail.

Alain Bihl, Roland Pfefferkorn, « Le système des inégalités », *L'État des inégalités en France*, Belin/Observatoire des inégalités, 2006.



- Décrire.** Présentez la différence entre les inégalités économiques (en orange) et sociales (en bleu dans le graphique).
- Synthétiser.** Expliquez le titre du document en soulignant les liens entre inégalités économiques et sociales en les illustrant.
- Comprendre.** Par quels mécanismes les inégalités peuvent-elles se reproduire de génération en génération ?

Application

1. Sélectionnez les cases de votre choix et construisez un schéma montrant que les inégalités sociales et économiques peuvent se cumuler. 2. Expliquez les liens de causalité et de corrélation entre les vignettes que vous avez choisies. ➔ **Fiche méthode 10**

4 Inégaux face à la santé



Obésité et précarité: la situation s'aggrave, FranceTV.

La santé de la population s'est améliorée de façon remarquable au cours des dernières décennies puisqu'en un siècle, nous avons gagné 30 ans de vie en plus. Néanmoins, cet état de santé moyen recouvre d'importantes disparités. À 35 ans, un cadre supérieur a encore 47 ans à vivre en moyenne, un ouvrier 41 ans. [...] Quel que soit le critère retenu, revenu, éducation, catégorie sociale, statut d'emploi..., les moins favorisés meurent plus prématurément. Dans cette vie plus courte, ils vivent également plus longtemps avec des maladies ou des incapacités. [...] Les écarts de mortalité entre groupes sociaux s'observent pour la plupart des pathologies [...]: un ouvrier a deux fois et demie plus de chances de mourir d'un AVC (accident vasculaire cérébral) avant 65 ans qu'un cadre, un non diplômé 4,4 fois plus de chances de décéder d'un cancer des voies aéro-digestives qu'un bachelier. [...] Une partie des déterminants des inégalités est due aux facteurs de risque liés aux comportements individuels. La prévalence du tabagisme, varie presque du simple au double entre les cadres et les chômeurs. Celle de l'obésité, qui augmente le risque de diabète

et de maladies cardiovasculaires, est aussi très différenciée socialement: en grande section, elle est quatre fois plus fréquente parmi les enfants d'ouvriers que parmi les enfants de cadres. Néanmoins, ces habitudes de vie [...] n'expliquent en fait qu'une partie minoritaire des écarts de mortalité entre groupes sociaux. Parmi les autres facteurs explicatifs à l'œuvre, certains renvoient aux conditions matérielles de vie (qualité de l'alimentation, du logement, nuisances, pollution, accès [...] aux soins...), mais aussi aux conditions et à l'environnement de travail: dangerosité des métiers, accidents de travail, exposition à des facteurs pathogènes. Viennent s'y ajouter des facteurs plus complexes de nature psychosociale. Le stress engendré par la domination hiérarchique et l'absence d'autonomie, le sentiment de désavantage, [...] peuvent expliquer des mécanismes de réponse différenciés des individus face à la maladie. [...] Plus une société est inégalitaire globalement, plus elle génère d'inégalité de santé.

Dominique Polton, « Les inégalités de santé », *Cahiers français*, mai-juin 2015.

- Expliquer.** Que recouvrent les inégalités sociales de santé ?
- Décrire.** Présentez les principales inégalités face à la santé entre les groupes sociaux, décrites dans le texte.
- Illustrer.** Quels sont les facteurs explicatifs ? En quoi sont-ils liés à la position relative des classes sociales ?

Faire le point

À l'aide du dossier et de vos connaissances, définissez successivement les inégalités face à l'emploi, les inégalités face à la consommation et les inégalités face à la santé puis expliquez les relations qui existent entre elles.

Vers le bac

EC Partie 1. Expliquez en quoi les inégalités sociales font système.

Les inégalités liées

AUX DISCRIMINATIONS
et
AUX STIGMATISATIONS

En France, la question de la discrimination est arrivée tardivement dans le débat public, à la fin des années 1990. Les processus discriminatoires sont souvent cachés car la discrimination va bien au-delà de l'oppression d'une personne par une autre. Elle relève de mécanismes (institutionnels, juridiques, économiques, sociologiques, etc.) qui peuvent ne pas être intentionnels. La prise de conscience de l'existence de discriminations raciales, sexuelles, liées à l'orientation sexuelle, au handicap... permet de nommer et de voir des inégalités que le principe d'égalité saisissait mal.

1

Des discriminations multiformes

Les inégalités liées aux discriminations et aux stigmatisations

Part des Français ayant subi des discriminations à l'embauche



Motifs de rejet les plus souvent cités



IFOP, Défenseur des droits, 2016.



2

Quand l'espace et la «race» servent à discriminer

Sans nier le poids des inégalités socioéconomiques qui accompagnent la montée de la précarité sur le marché du travail et l'effritement de la société salariale, les sociologues soulignent d'autres lignes de fracture dans la société française contemporaine. L'espace et la «race»¹ sont ainsi deux dimensions centrales pour comprendre les formes de recomposition des inégalités sociales, au travers notamment des concepts de ségrégation et de discrimination. En effet, qu'elle s'établisse selon des critères socioéconomiques ou ethno-raciaux, qu'elle résulte de décisions individuelles ou de logiques institutionnelles, la concentration de populations défavorisées en des lieux circonscrits ne constitue pas le simple reflet des inégalités sociales, mais produit des effets propres qui renforcent et complexifient celles-ci. [...] Le logement n'est pas le seul domaine de la vie sociale dans lequel les populations issues de l'immigration rencontrent de forts obstacles et paraissent défavorisées. École, emploi, loisirs ou encore participation politique sont les lieux de pratiques sociales nettement différencier en fonction des critères ethniques ou nationaux.



En outre, entre la « Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme » de 1983 et les émeutes urbaines de l'automne 2005, le sentiment de déclassement et celui de discrimination se sont ancrés chez les jeunes générations issues de l'immigration. Le traitement différentiel que continuent de subir les immigrés et leurs descendants dans les différents domaines de la vie sociale paraît alors en pleine contradiction avec la thèse de l'assimilation progressive des vagues migratoires [...], que sous-tend le pacte républicain.

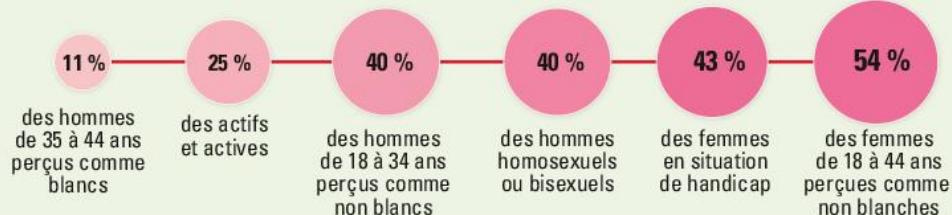
Anne Lambert, « Nouvelles fractures, nouvelles approches : spatialisation et racialisation de la question sociale », in Louis Chauvel (dir.), *Les mutations de la société française*, La Découverte, 2019.

1. Notion utilisée ici en tant que construction sociale dans le cadre d'interaction, autrement dit comme un phénomène social qui produit des effets parce que certains croient à son existence.

3

Une inégale exposition à l'hostilité

Répartition des expériences de propos et comportements hostiles pour certains groupes sociaux



Lecture : Sur les 48 hommes qui se déclarent homosexuels ou bisexuels interrogés dans l'enquête, 40 % rapportent avoir été confrontés au moins une fois à un propos ou un comportement sexiste, homophobe, raciste, lié à la religion, handiphobe ou lié à l'état de santé.

IFOP, 11^e Baromètre de la perception des discriminations dans l'emploi, 2018

4

Les minorités davantage contrôlées par la police



**STOP LE CONTRÔLE
AU FACIÈS.FR**

Une étude scientifique [...] montre que les forces de l'ordre effectuent des contrôles d'identité discriminatoires vis-à-vis des Arabes et des Noirs : pour les premiers, la probabilité d'être contrôlé est globalement 7,8 fois plus élevée que pour les Blancs ; pour les seconds, elle est six fois plus importante. [...] Ces résultats [...] ont été obtenus par l'observation du travail policier [...] entre octobre 2007 et mai 2008. [...] « L'étude a confirmé que les contrôles d'identité effectués par les policiers se fondent principalement sur l'apparence : non pas sur ce que les gens font, mais sur ce qu'ils sont, ou paraissent être », indique le rapport, rédigé par deux chercheurs du CNRS, Fabien Jobard et René Lévy. [...] Comme deux personnes sur trois arborant ce type de tenues (capuches, etc.) font partie des minorités visibles, les auteurs retiennent l'hypothèse que les vêtements sont aussi, indirectement, des marqueurs ethniques.

Luc Bronner, « La police mise en cause pour ses contrôles au faciès », *Le Monde*, juin 2009.



► Exploiter les documents

- 1 En quoi consiste une discrimination ? (**Documents 1 et 2**)
- 2 Sur quels critères les discriminations reposent-elles le plus souvent en France de nos jours ? (**Documents 1, 3 et 4**)
- 3 En quoi la dimension spatiale est-elle à prendre en compte pour appréhender les inégalités et les discriminations ? Montrez qu'elles sont cumulatives. (**Documents 2 et 4**)
- 4 En quoi ces formes d'inégalités montrent-elles certaines limites d'une analyse en termes de classes sociales ? (**Documents 3 et 5**)
- 5 Pourquoi la multiplicité des critères de stigmatisation vient-elle miner les solidarités collectives ? (**Document 5**)

5

À chacun ses inégalités ?

Alors que les inégalités sociales paraissaient inscrites dans l'ordre stable des classes et de leurs conflits, les clivages et les inégalités ne cessent aujourd'hui de se multiplier, et chaque individu est comme traversé par plusieurs d'entre elles. Dans le vaste ensemble qui englobe tous ceux qui ne sont ni au sommet ni au bas de la hiérarchie sociale, les clivages ne se superposent plus de façon aussi nette, aussi tranchée que naguère, alors que la position dans le système des classes semblait agréger toutes les inégalités d'un coup. Il ne s'agit pas là d'une vaste classe moyenne à laquelle disent pourtant appartenir la majorité des individus, mais d'un monde fractionné selon une multitude de critères et de dimensions. Il se constitue un univers social dans lequel nous sommes plus ou moins inégaux en fonction des divers biens économiques et culturels dont nous disposons et des diverses sphères auxquelles nous appartenons. Nous sommes inégaux « en tant que » : salarié plus ou moins bien payé, protégé ou précaire, diplômé ou pas, jeune ou âgé, femme ou homme, vivant dans une ville dynamique ou dans un territoire en difficulté, dans un quartier chic ou dans une banlieue populaire, seul ou en couple, d'origine étrangère ou pas, blanc ou pas, etc. [...] Aux classes sociales et aux strates qui dominaient le vocabulaire des sociologues s'ajoutent sans arrêt des notions mettant au jour de nouveaux critères d'inégalité et de nouveaux groupes.

François Dubet, *Le temps des passions tristes*, Seuil, 2019.

Vers le bac

EC Partie 3. Montrez en quoi l'existence de discriminations et stigmatisations vient compléter l'analyse des inégalités socio-économiques.

A Les différentes conceptions de l'égalité

1 Réagir

Ces deux dessins reflètent-ils la même approche de l'égalité ?



2 Égalité des places ou égalité des chances ?

La tension entre l'égalité des places et l'égalité des chances est consubstantielle aux sociétés démocratiques : comment concilier l'affirmation de l'égalité fondamentale de tous avec l'existence d'inégalités entre les positions sociales issues de la division du travail et du fonctionnement du capitalisme ? [...] La première de ces conceptions de la justice sociale est centrée sur les *places* qui organisent la structure sociale, c'est-à-dire sur l'ensemble des positions occupées par les individus, que ceux-ci soient des femmes ou des hommes, des membres des minorités visibles ou de la majorité « blanche », des « cultivés » ou des moins « cultivés », des jeunes ou des moins jeunes... Issue de la question sociale du XIX^e siècle, cette représentation de la justice sociale invite à réduire les inégalités de revenus, de conditions de vie, d'accès aux services, de sécurité qui sont associées aux positions sociales occupées par des individus bien différents sous de nombreux aspects : les qualifications, le sexe, l'âge, le talent... L'égalité des places cherche à resserrer la structure des positions sociales sans faire sa priorité de la circulation des individus entre les diverses places inégales, comme le montre le modèle scolaire de Jules Ferry visant à offrir une éducation élémentaire et émancipatrice à tous, mais certainement pas à donner les mêmes chances de promotion à tous les enfants. Ici, la mobilité sociale est une conséquence



François Dubet, *Les deux grands modèles de justice sociale*.

DOC FONDAMENTAL

indirecte de la relative égalité sociale. [...] La seconde conception de la justice, celle qui s'impose progressivement aujourd'hui, est centrée sur l'égalité des *chances* offerte à tous d'occuper toutes les places en fonction d'un principe méritocratique. Elle vise moins à réduire l'inégalité des positions sociales qu'à lutter contre les discriminations qui font obstacle à la réalisation du mérite permettant à chacun d'accéder à des positions inégales au terme d'une compétition équitable dans laquelle des individus égaux s'affrontent pour occuper des places sociales hiérarchisées. Dans ce cas, les inégalités sont justes puisque toutes les places sont ouvertes à tous. Avec l'égalité des chances, la définition des inégalités sociales change sensiblement par rapport au modèle des places car celles-ci sont moins des inégalités de positions que l'ensemble des obstacles s'opposant à la formation d'une compétition équitable, sans que la structure des places soit *a priori* contestée. Ici, l'idéal n'est pas celui d'une société dans laquelle les inégalités de position seraient limitées ; c'est celui d'une société dans laquelle chaque génération devrait être redistribuée équitablement dans toutes les positions sociales en fonction des projets et du mérite des individus.

François Dubet, « Égalité des places, égalité des chances », *Études*, 2011.

1 Comprendre. Expliquez la phrase soulignée.

2 Synthétiser. Quelles sont les deux principales conceptions de l'égalité présentées dans ce texte ?

3 Approfondir. En quoi celles-ci entrent-elles en tension ?

3 Le poids du milieu socio-économique dans les résultats scolaires

Variation de la performance en sciences des élèves attribuée aux inégalités socioéconomiques



Le programme PISA, « *Program for International Student Assessment* », (« Programme international pour le suivi des acquis des élèves »), réalisé par l'OCDE, est conçu pour mesurer les performances des systèmes éducatifs au sein des pays, de manière standardisée et à grande échelle. L'enquête est publiée tous les trois ans après avoir été menée auprès de dizaines de milliers adolescents de 15 ans.

OCDE, « Équité et qualité de l'éducation », 2018.

- 1 **Comprendre.** Présentez la donnée correspondant à la France dans une phrase.
- 2 **Expliquer.** Dans quel pays de l'échantillon l'égalité des chances paraît-elle la plus forte ?
- 3 **Interpréter.** Peut-on déduire de ces données que les États-Unis sont plus égalitaires que la France ?

4 L'égalité des droits : l'exemple des personnes handicapées

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées modifie, 30 ans après la loi de 1975, l'appréhension légale de la notion de handicap. La loi de 1975 érigait en obligation nationale « le droit au travail, le droit à une garantie minimum de ressource par le biais de prestations, le droit à l'intégration scolaire et sociale » ; la loi de 2005 donne une définition du handicap, définit une politique de compensation du handicap et substitue la notion d'inclusion sociale à celle d'intégration. [...] L'objectif de la loi du 11 février 2005 est clairement celui d'une inclusion sociale des personnes handicapées et de l'individualisation des réponses au plus près du droit commun accessible à tout citoyen. Cette loi a profondément remanié le paysage institutionnel en confiant aux nouvelles Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) des missions d'accueil, d'accompagnement, d'évaluation des besoins, de proposition de réponses, de décision et de suivi des situations de handicap. Ces missions vont bien au-delà de la vérification administrative de conditions d'ouverture de droits, de l'évaluation de la situation et des besoins devant s'appuyer sur une approche globale et multidimensionnelle, conforme à la définition du handicap. Dans ce nouveau cadre, [...] le seul diagnostic médical de l'affection causale ne saurait à lui seul informer sur la situation de handicap. En particulier pour les personnes handicapées par des troubles mentaux chroniques, une vision dynamique de l'ensemble des composantes de sa situation, et notamment de son environnement, est indispensable.

Alain Leplège, Bertrand Welniarz, « La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées... dix ans après », *Perspectives Psy*, 2015.



La différence entre égalité et équité : l'exemple du temps de parole des candidats aux élections, Polynésie 1^{ère}.



Faire le point

Retrouvez la définition d'égalité des droits, des chances et des situations, puis illustrez-la :

- a. La possibilité d'accéder à n'importe quelle position sociale ou diplôme est offerte à tous. b. Réduire les inégalités de revenus, de conditions de vie avec comme finalité que tous les individus aient les mêmes conditions de vie. c. Tous les individus sont égaux devant la loi, et donc personne ne dispose de priviléges et autres traitements de faveur du fait de son statut.

- 1 **Analyser.** En quoi consiste la loi du 11 février 2005 ? Qu'est-elle venue compléter ?

- 2 **Expliquer.** Reformulez les deux dernières phrases du texte pour en clarifier le sens.

- 3 **Déduire.** Suffit-il de proclamer une égalité de droits pour qu'elle soit effective ?

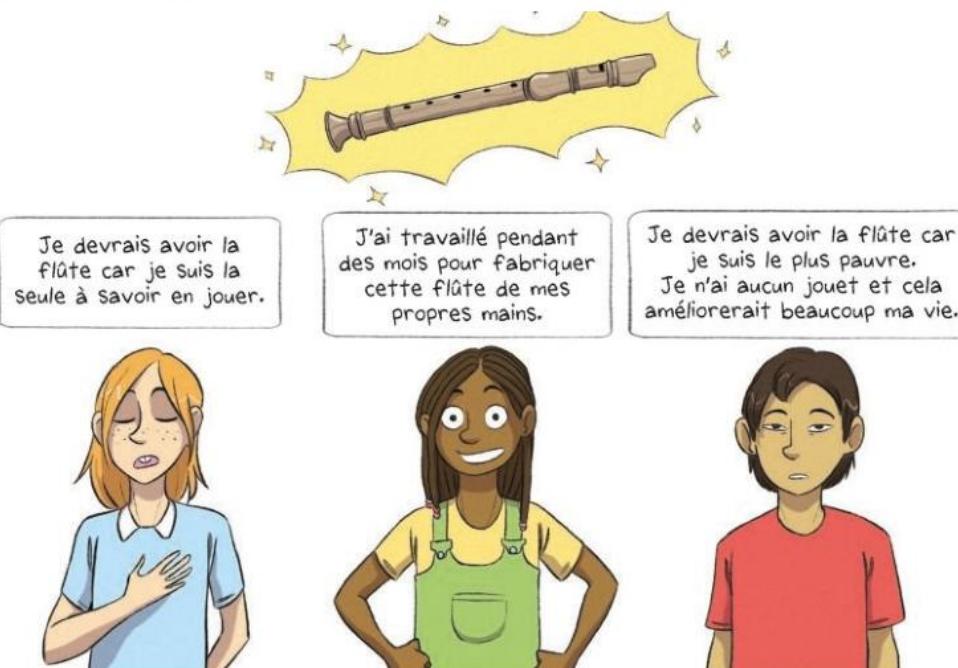
Vers le bac

- ORAL** Construez un argumentaire pour vous préparer au débat suivant : « Faut-il préférer l'égalité des chances ou l'égalité des positions sociales ? »

B Les principales approches de la justice sociale

1 Réagir

À qui donneriez-vous la flûte ?



Dans un ouvrage intitulé *L'idée de justice* (2009), l'économiste indien Amartya Sen propose une approche alternative aux théories de la justice auxquelles on se réfère le plus souvent en économie. Afin de discuter de la pertinence des visions existantes de la justice, Sen revient sur une illustration : la querelle entre trois enfants au sujet d'une flûte.

2 L'utilitarisme comme principe de justice ?



Qui doit gagner la coupe du monde ?, Monsieur Phi.

DOC FONDAMENTAL

Héritier des Lumières du XVIII^e siècle et profondément influencé par l'empirisme anglais, [l'utilitarisme] prône l'abandon de toute idée de droit naturel ou référence religieuse : aucune autorité suprême ne peut décréter ce qui est juste ou bon pour l'humanité ; seuls comptent les états de plaisir ou de souffrance vécus par les êtres humains. L'utilitarisme cherche donc à guider nos actions, tant individuelles que collectives, en articulant avec rigueur une idée simple et attractive : une société juste est une société heureuse. Se voulant très scientifique, l'approche utilitariste est parfois qualifiée d'« hédoniste », étant donné son souci de découvrir et de choisir l'option réduisant les souffrances et accroissant le bonheur des membres de la société. Plus précisément, elle presuppose qu'il est possible de faire correspondre à chaque individu un niveau d'utilité – ou un niveau de bonheur – pour toute option envisageable, puis d'additionner les niveaux d'utilité atteints par chacun afin de découvrir l'option à

laquelle correspond la somme la plus élevée d'utilités. Il s'agit donc d'une façon systématique et cohérente d'évaluer les états sociaux en cherchant celui où l'utilité globale est maximale. [...] Cette approche présente deux attraits majeurs : elle accorde une égale importance au bonheur de chaque individu dans le calcul de la somme des utilités ; et les règles morales n'ont de sens que si elles ont un impact positif sur le niveau de bonheur. Elle comporte toutefois plusieurs limites éthiques importantes. D'abord, l'objectif utilitariste de maximisation de l'utilité collective ne tient pas compte de la répartition des utilités individuelles. Autrement dit, « le gain le plus infime de la somme totale des utilités serait supposé l'emporter sur les inégalités de répartition les plus criantes ».

Muriel Gilardone, « 3 enfants, 1 flûte : le choix des principes de justice chez Amartya Sen », *L'économie politique*, juillet 2019.

1 Expliquer. Sur quels principes repose la justice sociale selon l'approche utilitariste ?

Est-ce un égalitarisme strict (qui vise l'égalité absolue des positions) ?

2 Analyser. Quel(s) enfant(s) obtiendrait la flûte selon ce principe de justice sociale ?

3 Comprendre. Quelle est sa principale limite d'après l'autrice du texte ?

3 Ni État, ni règle ? Le libertarisme

DOC FONDAMENTAL

Conception	Libertarisme ou libertarianisme
Objectif	Chacun a un droit légitime aux biens qui se trouvent en sa possession, (Robert Nozick, <i>État et Utopie</i> , 1974).
Principe	<ul style="list-style-type: none"> Le but du gouvernement n'est pas de maximiser le bien-être social, mais de maintenir un cadre permettant aux individus de poursuivre leurs propres fins (liberté de marché). Une distribution juste découle nécessairement des échanges libres entre individus.
Intérêt	<ul style="list-style-type: none"> Les biens sont des propriétés privées et permettent à chaque propriétaire d'utiliser ou de transférer ses titres de propriété selon sa volonté. La défense des libertés économiques et des libertés individuelles et la condamnation de l'impérialisme.
Implications	<ul style="list-style-type: none"> Projette la logique du marché sur tous les aspects du vivre-ensemble, et pas seulement sur la sphère économique. Lutte systématique contre l'intervention de l'État et donc contre toute politique de justice sociale.



1 Définir. Proposez une définition simple du libertarisme.

Quel critère d'égalité domine dans cette approche : l'égalité des chances, des droits, des situations ?

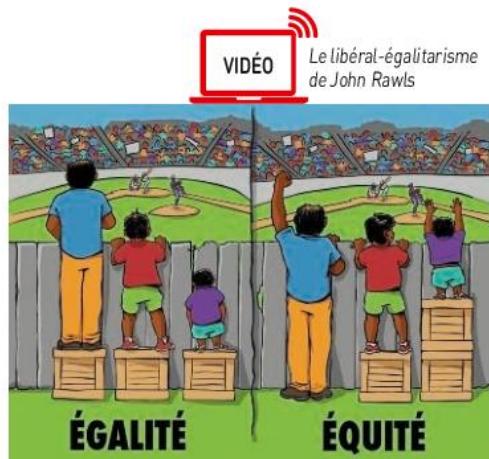
2 Illustrer. Selon ce principe de justice sociale, quel(s) enfant(s) devrai(en)t garder la flûte ?

4 L'égalitarisme libéral de John Rawls

Dans sa *Théorie de la justice*, Rawls dégage les principes qui régissent une société juste. Il cherche à réconcilier deux principes qui s'opposent souvent, mais qui sont au cœur de l'idéal démocratique : la liberté et l'égalité. Les démocraties libérales ont privilégié le respect des libertés, parfois au détriment de l'égalité, tandis que les régimes socialistes ont restreint les libertés au nom de l'égalité. Rawls envisage une solution à ce dilemme : une société juste doit s'appuyer sur des principes qui garantissent la liberté et l'équité. [...] la société doit s'occuper de maximiser l'utilité des plus désavantagés. Pour Rawls, le législateur doit prendre ses décisions sous un « voile d'ignorance ». Autrement dit, le législateur doit occulter sa propre position dans la société et prendre ses décisions comme s'il pouvait, un jour, occuper une autre position sociale. Ce faisant, le législateur fera en sorte d'établir des règles les moins défavorables aux plus désavantagés, étant lui-même conscient de pouvoir potentiellement se retrouver dans cette position. Rawls estime que, sous ce « voile d'ignorance », deux principes de justice seraient décidés, et doivent donc être garantis par les institutions.

- Le principe de liberté : chaque citoyen doit avoir accès aux mêmes libertés, et la liberté de chacun doit être compatible avec la liberté des autres membres de la société.
- Le principe de différence : certaines différences peuvent être tolérées dans une société juste, à une double condition. Les avantages doivent être accessibles de la même manière à tous les membres de la société. Les inégalités sont justifiées lorsqu'elles permettent d'améliorer la situation des plus désavantagés.

« John Rawls », *Facileco*, 2019.



Faire le point

Construisez un tableau permettant de distinguer les différentes approches de la justice sociale (utilitarisme, libertarisme, égalitarisme strict, égalitarisme libéral) à partir des aspects suivants :

- critère(s) de justice
- forme de société idéale
- types de politiques pouvant la favoriser.

1 Expliquer. Quelles sont les deux tendances contradictoires qui caractérisent toute société selon John Rawls ?

2 Comprendre. Quelles inégalités sont justes et pourquoi ? À quoi sert le « voile d'ignorance » pour les déterminer ?

3 Analyser. En quoi l'égalitarisme libéral est-il distinct de l'égalitarisme strict ? Est-ce compatible avec l'égalité des droits et l'égalité des chances ? Quel enfant obtiendrait la flûte dans cette approche ?

Vers le bac

ORAL Présentez à l'oral en 5 minutes et sans support écrit chacune des trois conceptions de la justice sociale abordée dans ce dossier.

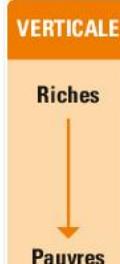
A Les moyens mis en œuvre par les pouvoirs pour réduire les inégalités économiques

1 Réagir

Quelles formes de redistribution permet l'existence d'une protection sociale collective en matière de santé ?



Deux sortes de redistribution



2 Les multiples canaux de l'État social

DOC FONDAMENTAL

L'État social ne se réduit pas à la seule protection sociale. Il comprend trois autres piliers : les services publics, le droit du travail et les politiques économiques [...] de soutien à l'activité et à l'emploi. L'argument qui a justifié son développement dès la fin du XIX^e siècle est simple : si l'initiative privée a du bon, elle ne peut assurer ni le plein emploi, ni la stabilité financière, ni la satisfaction d'une série de besoins sociaux (retraite, santé, éducation...). L'intérêt général n'étant pas réductible au jeu des intérêts particuliers, il y a besoin d'intervention publique. L'État social [...] existe dans tous les pays du monde [...], même si la forme et la voilure de chacun de ses quatre piliers varient. [...]

La dépense publique, qui intègre deux de ces piliers, la protection sociale et les services publics, est plus élevée aujourd'hui qu'elle ne l'était au début des années 1970. En moyenne, elle a augmenté de l'ordre d'un tiers dans les pays de l'OCDE. [...] Les impôts directs [...] et les cotisations sociales contribuent peu à la réduction des inégalités : avec eux, l'écart [des niveaux de vie] passe de 8,1 à 7,6. C'est davantage par la dépense publique que la redistribution se déploie. Les prestations sociales en espèces (retraites, allocations familiales ou chômage...), permettent de réduire l'écart à cinq. [...] L'étape suivante prend en compte les effets des transferts sociaux en nature dont bénéficient les ménages, qui correspondent aux services et biens marchands remboursés (médicaments et consultations, allocations logement...) et aux services publics non marchands consommés (écoles, hôpitaux...). Grâce à ces transferts, l'écart passe à 3,2. Au final, d'un écart initial de 8,1, on passe à 3,2 et même à 2,2 si l'on tient compte de la seule consommation finale effective des ménages, les pauvres dépensant davantage qu'ils ne peuvent épargner à l'inverse des riches.

Christophe Ramaux, « Le bel avenir de l'État social », in L. Maurin, N. Schmidt, *Que faire contre les inégalités ?, L'Observatoire des inégalités*, 2016.



Dessine-moi l'éco,
La protection sociale

Application À partir de la vidéo,

répondez aux questions suivantes : 1. Reliez la protection sociale aux différents risques sociaux. 2. Distinguez et illustrez les prestations sociales selon la logique d'assurance, la logique d'assistance, la logique de protection universelle. 3. D'où viennent les ressources de la protection sociale ?

À savoir

Une partie de la consommation des ménages est prise en charge par les administrations publiques ou les institutions sans but lucratif : on parle alors de **dépense socialisée** (dépenses d'éducation, de santé, aide au logement). 25% de la consommation des ménages est aujourd'hui prise en charge par la collectivité.

1 Définir. Rappelez ce que désignent les expressions d'État social, de protection sociale de redistribution, de services publics non marchands, de transferts sociaux en nature.

2 Analyser. Quels sont les principaux moyens permettant de réduire les inégalités ? Quels sont les mécanismes les plus efficaces ? Illustrer par les données chiffrées du texte.

3 Interpréter. Expliquez en quoi l'État social permet de réduire les inégalités sociales au-delà des seules inégalités de revenus.

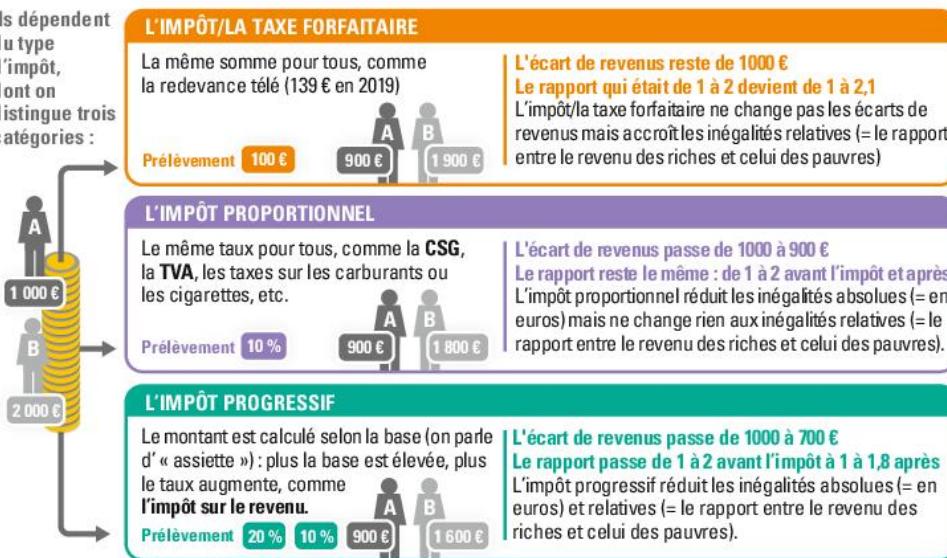
3 L'usage de la fiscalité pour réduire les inégalités



Ressources publiques : d'où vient l'argent ?
Ministère de l'économie et des finances.

Les effets des impôts sur les inégalités

Ils dépendent du type d'impôt, dont on distingue trois catégories :



François Dufour et Nathalie Perrigot, « Riches ou pauvre : qui paye le plus d'impôts en France ? », *L'Éco*, 19 avril 2019.

4 L'impact de la redistribution sur le niveau de vie des ménages

	Fractiles de niveau de vie avant redistribution ¹							Ensemble
	<D1	<Q1	Q1 à Q2	Q2 à Q3	Q3 à Q4	>Q4	>D9	
Niveau de vie avant redistribution (A)	3 600	6 720	15 830	21 800	29 190	56 130	73 160	25 930
Prélèvements	- 160	- 340	- 940	- 1 730	- 3 350	- 11 320	- 16 920	- 3 540
Financement de la protection sociale	- 130	- 270	- 700	- 1 150	- 1 720	- 4 100	- 5 740	- 1 590
Impôts directs	- 30	- 70	- 240	- 580	- 1 630	- 7 220	- 11 180	- 1 950
Taxe d'habitation	- 40	- 80	- 250	- 370	- 480	- 710	- 800	- 380
Prestations	6 900	5 190	1 400	740	440	240	190	1 610
Prestations familiales	810	720	410	310	230	110	80	350
Aides au logement	2 010	1 450	180	30	20	10	10	340
Prime d'activité et minima sociaux	2 820	1 980	370	150	90	90	80	540
Niveau de vie (B)	10 020	11 560	16 300	20 810	26 290	45 040	56 430	24 000
Taux de redistribution (B-A)/A (en %)	207,4	72	3	- 4,5	- 9,9	- 19,8	- 22,9	- 7,4

Insee, *Revenus fiscaux et sociaux*, 2018.

À savoir

Les **minima sociaux** s'inscrivent dans la logique d'assistance. Ce sont des prestations sociales versées sans contrepartie de cotisations pour assurer un revenu minimal à une personne et sa famille. Les **prestations sociales** sont des transferts monétaires ou en nature versés par la sécurité sociale qui visent à couvrir les individus des risques sociaux.

Application

- Rédigez une phrase expliquant le sens des chiffres en rouge.
- En utilisant un indicateur bien choisi, comparez l'évolution des inégalités entre les ménages du premier et du dernier décile avant et après redistribution.

Faire le point

Réaliser un schéma montrant comment le système de protection sociale réduit les inégalités à l'aide des termes suivants : risques sociaux, cotisations sociales, impôts, redistribution horizontale, redistribution verticale, transferts en nature, prestations sociales.

Vers le bac

- EC Partie 1. À quoi sert la redistribution ?

B L'action des pouvoirs publics visant à promouvoir l'égalité des chances

1 Réagir

Que chercent à compenser ces politiques d'emplois ciblées sur deux publics différents ? Quel principe d'égalité les sous-tend ?



2 Le politique d'éducation prioritaire, une « discrimination positive » à la française ?

DOC FONDAMENTAL

Dans l'histoire de la Cinquième République, l'élection de François Mitterrand [...] en mai 1981 constitue un tournant politique. Ce socialiste a été élu sur la base du programme commun d'union de la gauche, dont l'un des axes majeurs était la lutte contre les inégalités sociales. La politique du nouveau ministre de l'Éducation nationale s'inscrit d'emblée dans cette ligne. Dès le 1^{er} juillet 1981, par voie de circulaire, Alain Savary décide la mise en place de la politique d'éducation prioritaire, avec la création de zones prioritaires (ZP). Il s'agit de « contribuer à corriger cette inégalité [sociale] par le renforcement sélectif de l'action éducative dans les zones et dans les milieux sociaux où le taux d'échec scolaire est le plus élevé ». Cette décision, qui en surprise plus d'un, constitue une rupture dans l'univers scolaire français, où le principe d'égalité républicaine s'affirme à travers la formule quasi incantatoire et non questionnée d'« égalité des chances », comprise communément comme égalité d'accès et non comme égalité des acquis ou de réussite scolaire. [...]

La politique d'éducation prioritaire française ne s'apparente pas à une politique de discrimination positive à l'anglo-saxonne. Dans les politiques publiques françaises, les inégalités compensatrices sont conformes aux principes républicains. En France, [...] seules les caractéristiques socio-économiques sont prises en compte dans les politiques redistributives, non l'origine ethnique, raciale ou religieuse [...]. *A contrario, l'affirmative action* ne cherche pas à lutter contre la pauvreté mais à réduire l'écart entre les groupes pour faire surgir des élites sociales, économiques et politiques. C'est une conception libérale de la justice sociale, avec accroissement des inégalités internes aux groupes bénéficiaires.

Lydie Heurdier, « La politique d'éducation prioritaire. Un projet conduit hors du champ politique (1981-2001) », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 2014.

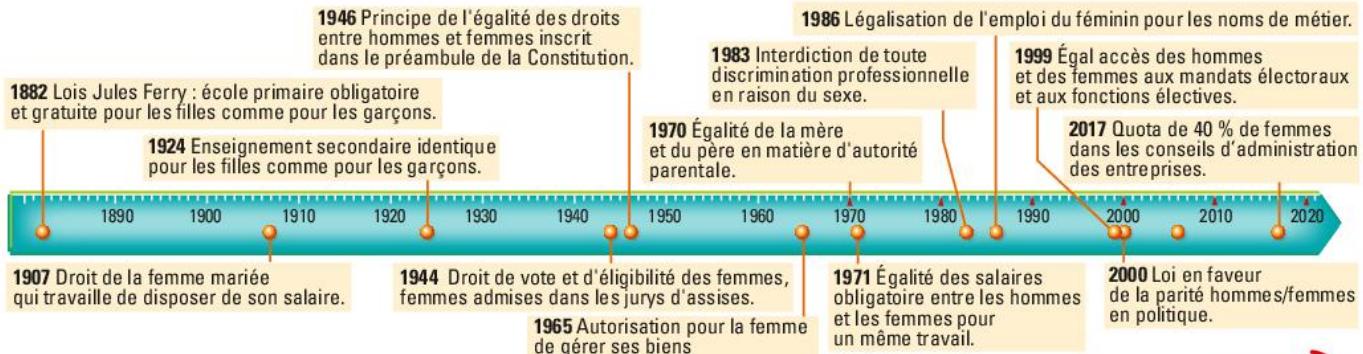
À savoir

Le principe de la **discrimination positive** consiste à favoriser certains groupes victimes de discrimination pour établir l'égalité des chances. Différentes mesures peuvent être proposées comme la création de quotas à l'embauche ou les actions fiscales pour privilégier l'embauche de certaines catégories défavorisées.

Application Cherchez des informations sur la politique de réduction du nombre d'élève par classe au CP et au CE1 et montrez qu'elle s'inscrit dans la logique de discrimination positive.

- 1 **Définir.** En quoi consiste la politique d'éducation prioritaire ? À quelle conception de la justice sociale se rattache-t-elle ?
- 2 **Analyser.** Pourquoi certains considèrent-ils qu'elle peut porter atteinte au principe d'égalité républicaine ?
- 3 **Expliquer.** Distinguez l'approche américaine et française à l'aide de la dernière phrase.

3 La discrimination positive des femmes



1 Décrire. Présentez les mesures qui favorisent l'égalité des droits, l'égalité des situations et l'égalité des chances entre femmes et hommes.

2 Comprendre. Quelles politiques s'apparentent à de la discrimination positive ? Reposent-elles sur un critère socio-économique ?

Application

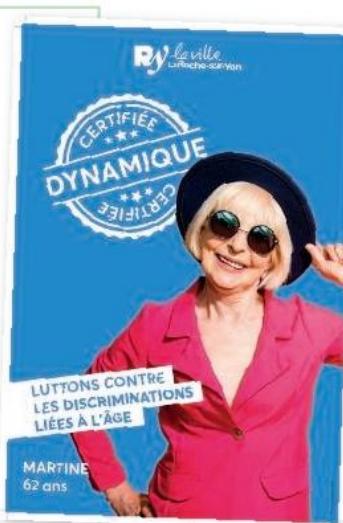
À partir notamment des vidéos « Les combats pour la parité », demandez-vous pourquoi il est apparu nécessaire de légiférer pour favoriser l'accès des femmes à des postes à responsabilité. Contre quels obstacles cherche-t-on à lutter ?

4 Combattre les représentations pour agir contre les discriminations

La discrimination doit être combattue car elle crée une rupture d'égalité entre personnes également productives. Mais ce n'est pas la seule raison. En plus d'être éthiquement inacceptable, la discrimination fait peser un coût économique sur la société. Elle contribue à évincer des personnes de l'emploi et à en sous-rémunérer d'autres, ce qui réduit la production. Ce n'est pas tout. Le coût de la discrimination est aussi humain, car la souffrance qu'elle génère a des effets négatifs sur la capacité des individus à réaliser leur potentiel. Le coût de la discrimination est enfin social, car les préjugés et les stéréotypes minent la capacité d'un collectif à « faire société ».

La discrimination, qu'elle provienne des préférences des employeurs ou de leurs croyances relatives à la moindre productivité de certains groupes, se traduit par une diminution de la demande de travail aux dépens des groupes discriminés. Cette diminution de la demande de travail réduit les salaires des membres de ces groupes et accroît leurs difficultés d'accès à l'emploi. Elle peut aussi les cantonner à des postes moins qualifiés que ceux qu'ils pourraient occuper en l'absence de discrimination.

Stéphane Carcillo, Marie-Anne Valfort (dir.), *Les discriminations au travail*, Presses de Sciences Po, 2018.



La lutte contre les discriminations consiste à les identifier et sanctionner juridiquement même si elles sont difficiles à repérer. Mais la loi fait évoluer la norme sociale. Les campagnes publiques (locales, nationales, européennes) de sensibilisation à la discrimination peuvent aussi contribuer à modifier les stéréotypes affectant le quotidien de certaines minorités.



Agisme : stop aux discriminations anti-vieux !, France TV.

Faire le point

Vrai ou faux ?

- Les politiques d'éducation prioritaire sont comparables aux politiques d'*affirmative action* pratiquées aux États-Unis.
- La discrimination positive cherche à améliorer l'égalité des chances des populations stigmatisées.
- La lutte contre les discriminations repose sur la sanction des pratiques par la loi et la sensibilisation pour modifier les représentations.
- La loi sur la parité n'est pas une mesure de discrimination positive.

Mission

Visionnez la vidéo de France 2, « Discrimination positive : peut-elle corriger les inégalités ? », puis répondez aux questions suivantes :

- Quelles sont les différentes politiques de discrimination positive pratiquées en France ? Quels sont leurs objectifs ?
- Quelles sont les limites et les critiques adressées à ces différentes politiques ?

1 Décrire. Quels sont les coûts économiques et sociaux de la discrimination ?

2 Analyser. En vous appuyant sur le dernier paragraphe, montrez que les stéréotypes peuvent créer un cercle vicieux.

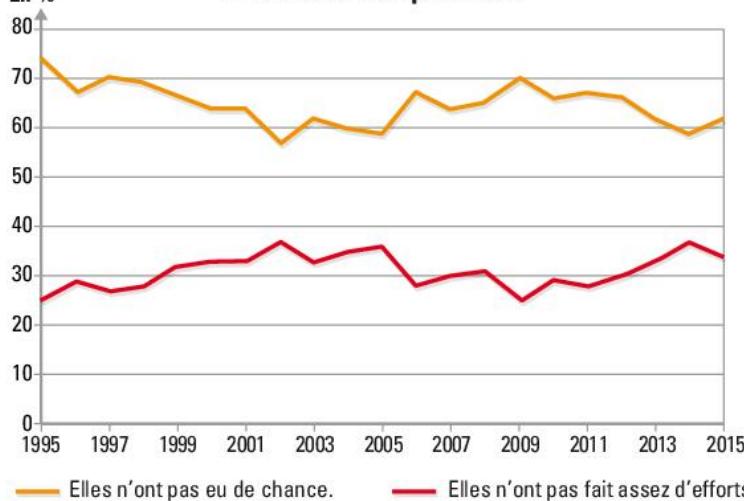
3 Comprendre. Quels sont les moyens de lutte contre les discriminations ? Décrivez leur intérêt et leurs limites.

C Les contraintes pesant sur les gouvernements en matière de lutte contre les inégalités

1 Réagir

Comment a évolué la perception des causes de la pauvreté en France depuis 1991 ?
Comment l'expliquer ?

Selon vous, pourquoi certaines personnes se retrouvent-elles en situations de pauvreté ?



Source : Crédoc

LES PAUVRES NE VEULENT PAS TRAVAILLER



2 Les « crises » de l'État social

DOC FONDAMENTAL

Les États-providence et les économies occidentales ont fonctionné de concert jusqu'à la fin des années 1970. Jusqu'à cette période, la protection sociale a été partie intégrante du « compromis fordiste ». Ce compromis consiste en une répartition du revenu à la fois favorable au travail (par la progression de l'emploi et des salaires) et acceptable pour le capital (du fait de la progression des profits). Il contribue à améliorer considérablement l'état sanitaire et social des populations, apportant ainsi à l'économie des travailleurs mieux à même d'accompagner l'essor industriel. Cette synergie se grippe à la fin des années 1970, lorsque survient une crise économique qui va s'installer durablement en Europe occidentale. On passe alors d'une situation d'acceptation de l'État-providence, comme condition nécessaire et facilitatrice au développement économique, à une critique, voire une contestation du *welfare*. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette remise en cause. En 1981, Pierre

Rosanvallon (*La crise de l'État-providence*) met en avant, pour la France, le constat d'une triple crise.

Une crise financière : la fin de la forte croissance des Trente Glorieuses (1945-1973) remet en cause le mode de financement de la Sécurité sociale en surenchérissant le coût du travail. Dans le même temps, la prise en charge sociale et économique des victimes de la récession accroît les dépenses. Une crise d'efficacité : l'État ne parvient pas à résoudre le chômage et la mobilité sociale diminue.

Une crise de légitimité : l'opacité des dépenses publiques suscite des questions quant à l'utilisation des fruits de la solidarité nationale. Par ailleurs, les mesures mises en place sont perçues moins comme des avantages que comme un frein à la relance économique.

« Pourquoi parle-t-on de crise de l'État-providence ? », Vie publique.fr, février 2016.

1 Expliquer. Qu'appelle-t-on le « compromis fordiste » et qui concernait-il ?

Pourquoi a-t-il été remis en cause à la fin des années 1970 ?

2 Comprendre. Quel est le coût économique de l'État social. En quoi s'alourdit-il avec le ralentissement de la croissance ?

3 Analyser. Qu'est-ce qui caractérise la crise de légitimité et d'efficacité de l'État ? En quoi ces crises sont-ils indissociables de la crise financière ?

À savoir

Un **effet pervers** désigne un résultat négatif contraire à ce qui était attendu d'une action.

3 Développement d'une logique d'assistance et de responsabilité

DOC FONDAMENTAL

Les politiques d'assistance, politiques spécifiques de lutte contre la pauvreté, se sont développées depuis la fin des années 1980 en réponse à la « nouvelle pauvreté », celle d'individus d'âge actif dépourvus de travail. Le contrat d'insertion du RMI a manifesté l'ambition républicaine de refonder un contrat social adapté à l'individualisation croissante de la société. L'impact de ce retour de l'assistance, dont la création du RMI en 1988 est emblématique, ne se limite cependant pas aux populations qu'elle concerne directement. Il implique le fonctionnement d'ensemble de la société française, reflète et approfondit des évolutions constatées par ailleurs : promotion de l'égalité des chances, migrations, transformations globales du travail et de la famille, etc. Face à l'exclusion apparue dans les années 1980 et 1990 du fait du chômage de masse, la France a cherché à

combler les failles de son système de protection reposant largement sur les assurances sociales. [...] Les politiques d'insertion sont promues comme l'envers, positif, des processus et des trajectoires d'exclusion et comme avant-gardistes des formes de protections sociales dites « actives », c'est-à-dire dans lesquelles l'aide sociale est envisagée de manière individualisée comme la contrepartie d'une démarche personnelle « responsable » [...]. Ainsi, depuis la fin des années 1990, la préoccupation centrale a été de renforcer les « devoirs » face aux « droits » et de lutter contre la désincitation à la reprise d'un emploi que l'assistance est supposée nourrir.

Nicolas Duvoux, « Quand l'assistance chasse l'État social », *Idées économiques et sociales*, 2013.

- 1 **Expliquer.** En quoi consistent les nouvelles politiques de lutte contre la pauvreté déployées à partir des années 1990 ?
- 2 **Comprendre.** Quelles sont les failles de la protection sociale qu'elles étaient destinées à combler ? Reliez-les à la « crise économique » du financement de la protection sociale.
- 3 **Analysier.** Expliquez la phrase soulignée à l'aide du concept de « trappe à inactivité ».

A savoir



Les résistances à l'impôt, Xerfi Canal

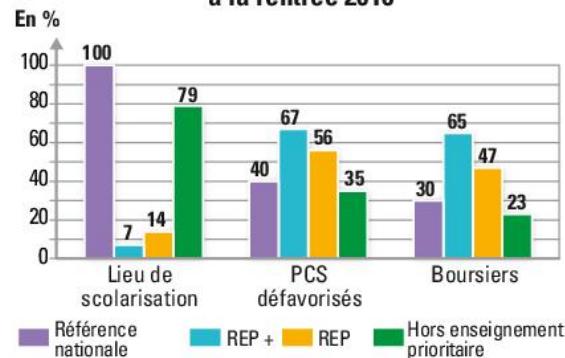
L'idée de « **trappe à inactivité** » signifie qu'une personne vivant d'un revenu de remplacement (Indemnité chômage ou minima sociaux) peut ne pas être incitée à reprendre un emploi si celui-ci ne représente qu'un gain très modeste, voire nul, du fait de la perte de ses autres revenus.

4 Les effets pervers de la stigmatisation

Les travaux de la Cour ont confirmé les conclusions de ceux réalisés par le passé : l'éducation prioritaire n'atteint pas l'objectif de réduction des écarts de résultats qui lui est fixé. L'effet de la scolarisation en éducation prioritaire sur les résultats des élèves est très faible. [...] La mixité sociale et scolaire dans les collèges et les écoles tend à limiter la concentration des difficultés, qui, lorsqu'elle est très marquée, rend beaucoup plus ardu l'effort de resserrement des écarts de résultats. Si la ségrégation résidentielle est la cause principale de ces phénomènes de concentration, la labellisation en éducation prioritaire joue aussi un rôle. Celle-ci a parfois provoqué la polarisation des difficultés concourant à dégrader encore la mixité du fait de comportements d'évitement des familles mais aussi des enseignants. [...] L'application uniforme sur le territoire des règles d'affectation des personnels tend à envoyer dans les réseaux d'éducation prioritaire les enseignants les plus jeunes et les moins expérimentés, notamment dans les académies où se conjuguent faible attractivité de l'éducation prioritaire et de l'académie elle-même. Enfin, les postes y sont beaucoup plus souvent pourvus par des personnels contractuels et les absences, plus fréquentes, moins bien remplacées.

Cour des comptes, *L'éducation prioritaire, Rapport d'évaluation d'une politique publique*, octobre 2018.

Répartition des élèves dans les collèges à la rentrée 2016



Les REP+ concernent les quartiers ou les secteurs connaissant les plus grandes concentrations de difficultés sociales ayant des incidences fortes sur la réussite scolaire. Les REP sont plus mixtes socialement mais rencontrant des difficultés sociales plus significatives que celles des collèges et écoles situés hors de l'éducation prioritaire.

Faire le point

Retrouvez dans le dossier la définition des termes suivants : a. crise financière de l'État social b. crise de légitimité c. crise d'efficacité d. politiques d'assistance.

- 1 **Lire.** Montrez la surreprésentation des élèves de PCS défavorisés et boursiers en REP et REP+ à l'aide de calculs bien choisis.
- 2 **Comprendre.** Pourquoi la mise en place des REP et REP+ n'a pas eu d'effet sur les résultats des élèves ?
- 3 **Analysier.** Pourquoi l'existence de l'enseignement prioritaire peut-elle renforcer la concentration d'élèves en difficulté dans certains établissements ? Montrez qu'il s'agit d'un effet pervers.

Vers le bac

EC Partie 1. Quelles sont les principales limites auxquelles se heurtent les pouvoirs publics dans la lutte contre les inégalités ?

Activité 1

Analyser et synthétiser des documents

Notions:

Justice sociale, classes sociales, capital culturel.

La justice sociale à hauteur d'enfants



Les enfants aiment l'ordre,
Radio Nova.

Doc 1 Ce que révèlent les classements sociaux émis par les enfants

On voit, en premier lieu, que le *caractère relationnel des classements enfantins* apparaît nettement. [...] En l'occurrence, les enfants tendent manifestement à classer à la fois *avec* les camarades de classe dont ils sont socialement proches – en termes d'origine sociale et de sexe – et *contre* les enfants dont ils sont socialement distants. [...] Plus largement ce sont, en deuxième lieu, des intérêts enfantins socialement situés qui semblent informer les manières de classer et de justifier ses classements [...], en classant, les enfants font bien tout autre chose qu'exposer l'état, ou pire, le niveau de leurs connaissances sur l'ordre social existant :

ils s'y placent. [...] En troisième et dernier lieu, [...] parce qu'ils sont précisément une *expression* des positions et des intérêts sociaux des enfants, *les classements sociaux enfantins dépendent du degré de compétence et du style culturels des enfants*. Le langage semble jouer, de ce point de vue, un rôle tout à fait crucial. La simple disponibilité de mots permettant de s'approprier un exercice à première vue assez scolaire et désincarné joue un rôle décisif dans les manières enfantines de parler de l'ordre des métiers.

Julie Pagis, Wilfried Lignier, « Quand les enfants parlent l'ordre social. Enquête sur les classements et jugements enfantins », Politix, 2012.

Doc 2 Une lutte de classements : un patron mérite-t-il sa situation ?

Le 20 janvier 2011, école A, classe de CM1, dans la bibliothèque de l'école :
DRISS [père livreur dans un supermarché, mère femme de ménage] : Bah, les ouvriers c'est eux qui fait tout, hein ! Le patron, il est juste comme ça (s'allonge sur sa chaise, met les pieds sur la table), les pieds sur la table. [...]

CAMILLE [cadre dans le public, assistante sociale] : Mais il a une grande responsabilité, le patron d'une usine. [...]

HAKIM [père professeur de sport, mère au foyer] : Mais la responsabilité, en fait, c'est rien, hein ! Juste tu dis faire ça, faire ça, t'as un diplôme plus bac quatre. [...] C'est rien, tu dis « fais ça ! » et après c'est bon, hein !

WILFRIED LIGNIER (WL) : Tu penses que c'est pas plus que ça ? C'est vrai c'est une question, est-ce que les patrons, c'est plus que faire ça, dire fais ça ?

DRISS : Au début, le patron, il gagne plein d'argent, il s'achète un yacht. Et après, dès que l'usine elle explose, bah il va dans un pays inconnu ! [...]

IRIS [géologue, chercheuse en physique] : ... Le patron d'une usine, ça fait quand même plein de choses, ça reste pas comme ça (croise les bras)...

DRISS : Pourquoi tu défends Camille ? [...]

CAMILLE : Moi je trouve que c'est bien qu'ils soient plus payés que les ouvriers les patrons, parce que, [...] c'est eux qui ont la plus grande responsabilité ! Si les ouvriers, ils font une gaffe, c'est le patron qui se prend tout !

FEMI [père travaille dans les cartes téléphoniques, au Mali, mère secrétaire à l'UNESCO] : Non c'est les ouvriers ! [...] parce que si lui il fait une gaffe, pourquoi ça serait le patron qui prend ? Le patron il peut décider de tout, il peut dire, oui, « Tu nettoies ! », ou bien, « T'es viré ! ». [...]

CAMILLE : Attends quelqu'un, disons un enfant tue quelqu'un par accident, c'est le parent qui va prendre tout ! [...]

DRISS : C'est grâce aux ouvriers qu'y a de la lumière, hein, c'est pas grâce au patron !

CAMILLE : Bah si !

DRISS : Bah non, le patron, il reste là, il est allongé dans son fauteuil !

CAMILLE : L'usine, elle appartient au patron, donc si... (devant la dénégation de quelques-uns) Si ! Si !

FEMI : Non ! Non ! Elle appartient à celui qui l'a créée ! Elle appartient à Nicolas Sarkozy !

Julie Pagis et Wilfried Lignier, « Quand les enfants parlent l'ordre social. Enquête sur les classements et jugements enfantins », Politix, 2012.

Étape 1 Analyser les documents

Doc 1

- Que désignent exactement les « classements enfantins » dont parlent les auteurs ?
- Pourquoi les classements enfantins sont-ils qualifiés de relationnels ?
- Quels sont finalement les trois aspects dont il faut tenir compte pour analyser ces formes de classements ?

Doc 2

- Sur quel thème porte la discussion entre les enfants ?
- Sur quoi repose leur désaccord ? En quoi s'agit-il d'un enjeu de justice sociale ?
- Utilisez la grille d'analyse proposée dans le document 1 pour analyser leur discussion. Vous paraît-elle vérifiée par l'exemple du document 2 ?

Étape 2 Vers le bac

En quoi la position dans la stratification sociale peut-elle affecter la conception de la justice sociale ?

Activité 2

→ Faire une recherche documentaire et préparer un exposé

Notions:

Discriminations, formes d'égalité, politiques publiques, construction européenne.

Mesurer les discriminations

Doc 1 Mesurer pour mieux combattre



L'ampleur des discriminations en France, France Info.

En droit, la discrimination est définie comme une inégalité de traitement fondée sur un critère prohibé par la loi, dans un domaine visé par la loi, comme l'emploi, le logement et l'éducation notamment. Le droit français recense dix-huit motifs prohibés qui ont été progressivement reconnus au cours de ces dernières décennies. Pour les économistes, qui se sont emparés de ce sujet depuis les années 1960, les discriminations sont mesurées en termes de différences d'accès à des marchés (travail, logement, contrat) qui ne seraient pas dues à des caractéristiques productives. Ayant restreint le cadre d'analyse, ils distinguent ensuite trois types de discrimination en fonction de la rationalité qui les sous-tend, comme suit : les discriminations dues aux préjugés d'un employeur, les discriminations dues aux préjugés de collègues, de clients ou de voisins et les discriminations statistiques. Dans ce dernier cas, la

discrimination ne provient pas du préjugé lui-même, mais du manque d'information des employeurs sur les candidats. Pour le droit, toutes ces formes de discrimination appartiennent à la catégorie des discriminations directes. [...] Ces différents modèles permettent [...] de comprendre les mécanismes à l'origine des discriminations et de mieux penser aux moyens de lutter contre. [...] Les chercheurs utilisent en général quatre types de mesures pour mettre en évidence l'existence d'une discrimination : les mesures estimant les différentiels entre la population potentiellement discriminée et le reste de la population, appelés les « résidus discriminatoires » ; le *testing* ; les déclarations individuelles sur la perception d'être discriminé ; les données judiciaires ou policières.

Adélaïde Ploux-Chillès, « Mieux lutter contre les discriminations », *Idées économiques et sociales*, 2013.

Doc 2 Les motifs les plus fréquents de plainte en 2017 auprès du défenseur des droits

Nature des réclamations dans le domaine de la lutte contre les discriminations



Domaines concernés



Rapport d'activité du défenseur des droits, 2017.

Étape 1 Analyser les documents

1 Comment le droit définit-il les discriminations ? Quelles sont les catégories de discrimination directe ?

2 Quelles sont les quatre modalités de mesure des discriminations ?

3 Quelles sont les caractéristiques des plaintes pour discrimination ? Quelles difficultés posent leur mesure ?

3 Rendez-vous sur le site du Défenseur des droits et récapitulez les critères sur lesquels une discrimination est jugée illégale, en distinguant ceux qui sont communs à d'autres pays de ceux qui sont propres à la législation française.

4 Présentez un exemple de chacune des modalités de mesure des discriminations.

Étape 2 Faire une recherche documentaire

1 Recherchez le rôle qu'a joué l'Union européenne dans la lutte contre les discriminations à travers sa Charte des droits fondamentaux.

2 Présentez les missions du Défenseur des droits.

Étape 3 Vers le bac

1 **ÉCRIT** Rédigez un paragraphe pour expliquer que la lutte contre les discriminations est indispensable pour garantir simultanément les trois formes d'égalité.

2 **ORAL** Préparez un exposé de 5 mn sans support écrit pour présenter les manières de mesurer les discriminations et leurs difficultés.

Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

L'essentiel en 5 points

Les **inégalités économiques** se mesurent à l'aide d'**indicateurs statistiques** comme le rapport inter-quantile, la courbe de Lorenz ou l'indice de Gini. Elles se sont réduites de 1914 à 1980 et se creusent à nouveau depuis.

Les inégalités économiques se cumulent le plus souvent avec des **inégalités sociales**. L'inégalité des ressources sociales, économiques ou culturelles se répercute sur la santé, l'accès à l'emploi, au logement etc.

Il existe trois conceptions de l'égalité : **l'égalité des droits, des positions et des chances**. Ces conceptions de l'égalité permettent de définir ce qui est juste dans les différentes approches de la **justice sociale**.

Les **pouvoirs publics** engagent diverses politiques en faveur de la réduction des inégalités et notamment des politiques de **redistribution** ou de « **discrimination positive** ».

L'action des pouvoirs publics se heurte néanmoins à une insuffisante **efficacité, légitimité** et à des risques d'**effets pervers**, alors même que la dépense publique est contrainte.

1 Comment mesurer les inégalités et leur évolution ?

a. La mesure des inégalités économiques

DOSSIER 1A

- ▶ Les ressources économiques, revenus et patrimoines, sont distribuées de manière très inégales dans les sociétés contemporaines. Il existe différents outils statistiques pour mesurer ces **inégalités économiques**.
- ▶ L'un de ces outils repose sur les **rapports inter-quantiles**. Ils consistent à calculer le coefficient multiplicateur entre le revenu qui sépare le dernier quantile (décile, quartile, centile, etc.) et le premier dans une population où les individus sont rangés par ordre croissant par rapport à la ressource considérée.
- ▶ Cependant, cet outil ne permet pas de saisir toutes les inégalités, notamment celles qui se situent aux extrêmes : on lui préfère ainsi le **coefficient de Gini** calculé à partir de l'écart entre la **courbe de Lorenz**, représentant la répartition cumulée d'une ressource, et la droite d'équirépartition.
- ▶ On peut enfin mesurer la corrélation entre le revenu des parents et celui de leurs enfants une fois devenus adultes pour mettre en évidence la **transmission intergénérationnelle** des inégalités.

b. L'évolution des inégalités économiques depuis le début du xx^e siècle

DOSSIER 1B

- ▶ D'un niveau très élevé au début du xx^e siècle dans les pays riches, les inégalités de revenus et de patrimoine y ont fortement décrû sous l'effet des guerres et surtout de la mise en place d'importantes politiques de **redistribution** et de **protection sociale**.
- ▶ Elles ont cependant recommencé à croître à partir du milieu des années 1980 en raison, notamment d'un tournant politique consistant à chercher à favoriser les facteurs de l'offre plutôt que d'entretenir la demande. Ce qui a bénéficié aux détenteurs de capitaux, dont la circulation a été fortement dérégulée, et en particulier au 1 % les plus riches dont les revenus et le patrimoine se sont envolés.

c. Le caractère cumulatif des inégalités économiques et sociales

DOSSIER 1C

- ▶ Les **inégalités** sont aussi **sociales**. Elles concernent l'accès à diverses ressources dans la société : positions de pouvoir, relations, culture, santé, éducation, logement, etc.
- ▶ Les inégalités ne sont pas seulement multiformes, elles sont également **cumulatives**, dans la mesure où elles tendent à s'entretenir les unes les autres.
- ▶ Un déficit d'éducation expose par exemple davantage au chômage, facteur lui-même de problèmes de santé, qui peuvent provoquer un certain isolement social et renforcer la difficulté à trouver un emploi et à disposer d'un revenu décent.
- ▶ Enfin les **discriminations** liées au sexe, à l'âge, au handicap, etc. peuvent aussi amplifier les inégalités et contribuer à leur cumul.

Mots-clés

Les **inégalités économiques** sont plus particulièrement celles qui concernent la détention de ressources matérielles. On distingue en particulier les inégalités de revenus et celles de patrimoine, qui sont plus élevées encore que les premières.

Une **inégalité sociale** désigne une différence dans l'accès à certaines ressources entre des individus ou des groupes qui vont avantager ou désavantager certains par rapport à d'autres et créer des hiérarchies.

Une **discrimination** consiste en un traitement différencié d'un groupe ou d'une personne pour l'accès à une ressource donnée (emploi, logement, loisir, etc.) en raison d'un critère considéré comme illégitime dans la société donnée (sexe, âge, couleur de peau, orientation sexuelle, handicap, religion, etc.). Tout traitement différencié n'est ainsi pas forcément une discrimination (comme le fait de privilégier un candidat plus diplômé pour un emploi, ou de ne réservé certains emplois aux seuls citoyens européens, voire français), cela dépend de la conception de la justice sous-jacente à la loi en vigueur.

La **justice sociale** renvoie à un idéal de société dans laquelle chaque membre aurait le sort qu'elle ou il « mérite » au regard de certains critères considérés par la collectivité comme légitimes.

La **redistribution** consiste à réduire les inégalités de revenus primaires par le biais des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) et des prestations sociales versées aux ménages.

La **discrimination positive** consiste à donner des avantages à une catégorie de population qui est habituellement lésée.

2 Les différentes conceptions de l'égalité et de la justice sociale

a. Les différentes conceptions de l'égalité

- On peut distinguer trois formes d'égalité : l'**égalité des droits**, consistant à garantir à chacun un traitement égal devant la loi, l'**égalité des positions**, par laquelle chacun doit bénéficier des mêmes conditions de vie, et l'**égalité des chances**, qui consiste à assurer à tous les mêmes opportunités initiales.
- Si elles se complètent, ces trois types d'égalité peuvent aussi entrer en tension : les politiques dites de « **discrimination positive** », peuvent ainsi enfreindre l'égalité des droits pour réaliser celle des chances, tandis que cette dernière peut apparaître comme un moyen de légitimer les inégalités de position.

b. Les diverses approches de la justice sociale

- On peut distinguer plusieurs conceptions de la **justice sociale** selon la valeur que l'on fait primer. L'**utilitarisme** met en avant la maximisation du bien-être collectif, comme la somme du bien-être de chaque individu. Le **libertarianisme** (ou libertarianisme) place la liberté individuelle au-dessus de toute chose. L'**égalitarisme strict** considère quant à lui qu'il faut en priorité rechercher l'égalité des positions.
- Enfin l'**égalitarisme libéral** vise à concilier égalité et liberté en prônant la recherche d'une égalité des chances originelle combinée à un souci particulier pour le sort des plus désavantagés.
- Il existe des tensions entre ces philosophies qui ne peuvent se résoudre que par une délibération collective quant aux valeurs prioritaires pour la société considérée.

3 L'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale

a. Les pouvoirs publics contribuent à réduire les inégalités économiques

- Les pouvoirs publics peuvent agir sur les inégalités à travers les **mécanismes de redistribution**. D'une part, par les **prélèvements obligatoires**, surtout lorsque ceux-ci sont progressifs, c'est-à-dire qu'ils sont proportionnellement plus élevés pour les plus riches. D'autre part, par les **revenus de transfert** (prestations sociales notamment), mais aussi les **services publics** qu'ils permettent de financer.
- Ces **services collectifs** garantissent ainsi l'accès pour le plus grand nombre à certaines ressources jugées fondamentales dans une société donnée.

b. Les pouvoirs publics cherchent à promouvoir l'égalité des chances

- Les pouvoirs publics peuvent également intervenir pour **lutter contre les discriminations**, à travers la mise en place de dispositifs de repérage des discriminations notamment à l'embauche.
- Ils favorisent aussi une réponse juridique à laquelle participent des institutions comme le Défenseur des droits et sensibilisent les populations grâce à des campagnes publiques.

c. Les contraintes des gouvernements dans la lutte contre les inégalités?

- Ces différents dispositifs font néanmoins l'objet de certaines remises en cause aujourd'hui. Leur coût est présenté comme trop élevé dans un contexte où les gouvernements cherchent à réduire les dépenses publiques.
- Trois limites sont particulièrement mises en avant par les critiques : leur **manque d'efficacité** dans la réduction des inégalités ou dans le ciblage des politiques publiques, leur déficit de **légitimité**, alors que certains affichent leur refus de la solidarité collective, et enfin le risque d'**effets pervers** dont ces dispositifs seraient porteurs, notamment en désincitant les bénéficiaires à chercher un emploi ou s'extraire de la pauvreté.

DOSSIER 2 A

Ne pas confondre

► Égalité des droits, des positions et des chances

L'**égalité des droits** suppose que la loi est la même et s'applique de la même façon pour tous, l'**égalité des positions** que chacune et chacun ait accès au même niveau de ressources économiques et sociales, enfin l'**égalité des chances** (ou équité) implique que chacun parte avec les mêmes chances de réussite au départ mais admet que l'on puisse atteindre des positions très inégales.

DOSSIER 2 B

► Égalité et équité

L'**égalité** prise au sens large désigne la situation dans laquelle les individus sont pleinement égaux entre eux. L'**équité** constitue une propriété du critère d'égalité, elle représente un jugement moral que l'on porte sur le type d'égalité que l'on veut promouvoir. Par exemple accepter l'inégalité en faveur des plus défavorisés. Ainsi si l'on accorde à un élève handicapé un temps supplémentaire lors des épreuves du baccalauréat, on cherche à promouvoir l'égalité dans la possibilité de composer plutôt que l'égalité de temps, au nom d'un jugement moral (l'équité).

DOSSIER 3 A

Chiffres clés



Les **10 %** des humains les plus riches ont toujours détenu plus de **50 %** du patrimoine mondial depuis 1780, tandis que les **50 %** les plus pauvres n'en ont jamais détenu plus de **10 %**.

L'espérance de vie des 5 % de Français recevant les plus hauts revenus est supérieure de **13 ans** par rapport aux 5 % ayant les plus bas revenus
– 84 contre 71 ans.



DOSSIER 3 B

DOSSIER 3 C



« Nous ne méritons pas notre place dans la répartition des dons à la naissance, pas plus que nous ne méritons notre point de départ initial dans la société. »

John Rawls (1921-2002) dans sa *Théorie de la justice* (1971).

Synthèse

SYNTHESE
ANIMÉE

QUELLES INÉGALITÉS SONT COMPATIBLES AVEC LES DIFFÉRENTES CONCEPTIONS DE LA JUSTICE SOCIALE ?

INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES



Fait que les ressources économiques (revenus et patrimoine) soient distribuées de manière inégale.



→ Evolution des inégalités économiques

Importantes début XX^e siècle

- ✓ Guerre
- ✓ Politique de redistribution
- ✓ Protection Sociale

Décroissantes milieu XX^e siècle

Je fais partie des 1 % les plus riches. Mes revenus se sont envolés !



- ✓ Politique favorisant l'offre et l'épargne
- ✓ Dérégulation de la circulation des capitaux

Croissantes au milieu des années 1980

→ Outils de mesure

Rapport inter-quantile

Coefficient de Gini

- Courbe de Lorenz
- Droite d'équirépartition

POUVOIRS PUBLICS & JUSTICE SOCIALE

Les pouvoirs publics agissent de deux façons.

Réduction des inégalités économiques

Mécanisme de redistribution

Je collecte des prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales) aux plus riches.

Et avec, je reverse des revenus de transfert (prestations sociales) aux plus pauvres...

Mais aussi finance des services publics (santé, éducation, transport, logement...)

- ⚠ Manque d'efficacité
- ⚠ Manque de légitimité
- ✓ Effet pervers

Promotion de l'égalité des chances

Dispositif de repérage de discrimination

Ouh là, discrimination en vue !

- ✓ Sensibilisation du public (campagne)
- ✓ Réponse Juridique
- Ex. : Défenseur de droit

C'est bien joli tout ça, mais moi en tant que femme, je suis toujours autant discriminée.

INÉGALITÉS SOCIALES

Fait que l'accès à diverses ressources dans la société :

- | | |
|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Pouvoir | <input checked="" type="checkbox"/> Santé |
| <input checked="" type="checkbox"/> Relation | <input checked="" type="checkbox"/> Éducation |
| <input checked="" type="checkbox"/> Culture | <input checked="" type="checkbox"/> Accès à l'espace public... |
| <input checked="" type="checkbox"/> Logement | |

Soient inégalitaires.



Je n'ai pas pu faire d'étude. Je suis donc plus facilement au chômage et logée de manière précaire.

Et en plus je suis une femme.

⚠ Les discriminations (âge, sexe, handicap) peuvent amplifier les inégalités.

ÉGALITÉ ET JUSTICE SOCIALE

→ 3 formes d'égalité sociale

Égalité des droits

Traitement égal devant la loi.



Égalité des positions

Mêmes conditions de vie pour tous.



Égalité des chances

Mêmes opportunités initiales pour tous.



💡 Ces égalités sont complémentaires.

⚠ Elles peuvent rentrer en tension du fait de discriminations positives.

→ Plusieurs conceptions de la justice sociale

l'utilitarisme

Il faut maximiser le bien-être collectif comme des bien-être individuels.

le libéralisme

La liberté individuelle est au-dessus de tout.

l'égalitarisme strict

Priorité à la recherche de l'égalité des positions.

l'égalitarisme libéral

Il faut concilier liberté et égalité.

⚠ Risque de tension entre ces philosophies quant aux valeurs considérées comme prioritaires dans une société déterminée.

1 Vérifier des affirmations

Vrai ou faux?

- a.** Les inégalités de patrimoine se sont réduites entre 1914 et les années 1960.
- b.** La concentration du patrimoine s'est réduite du fait des destructions de capital dès la Première Guerre mondiale et des effets de la baisse de l'inflation.
- c.** Les inégalités économiques et sociales sont cumulatives.
- d.** L'égalité des chances renvoie à la réduction des inégalités de revenu.
- e.** Selon John Rawls et le principe d'indifférence, les inégalités sont acceptables dès lors qu'elles sont favorables aux plus défavorisés.
- f.** Le libertarisme repose sur un principe de justice sociale stipulant que la société doit chercher à maximiser le bien-être collectif.
- g.** La redistribution peut être verticale si elle cherche à réduire les inégalités ou horizontale lorsqu'elle permet de couvrir les risques sociaux quel que soit le niveau de revenu.
- h.** Les services publics jouent un rôle primordial dans la réduction des inégalités.
- i.** L'État social peut avoir un effet désincitatif sur les personnes bénéficiant de minimas sociaux du fait de l'existence d'une «trappe à inactivité».
- j.** La crise de légitimité de l'État social renvoie au coût économique des dépenses de protection sociale.
- g.** La crise de légitimité s'explique par un moindre consentement à l'impôt.
- h.** Les politiques de discrimination positive sont ciblées en France sur les inégalités ethno-raciales.

2 Définir les principales notions

Retrouvez la ou les bonne(s) réponse(s).

1. Les inégalités sociales:

- a.** désignent toutes les formes de différences existant dans une société donnée.
- b.** contribuent à produire les hiérarchies sociales.
- c.** reflètent des inégalités de revenu et de patrimoine.

2. L'égalité des droits:

- a.** est incompatible avec l'existence de positions inégales.
- b.** implique que tous les citoyens soient protégés de l'arbitraire du gouvernement.
- c.** est synonyme de l'égalité des chances.

3. L'égalitarisme libéral:

- a.** est une philosophie qui considère que tous les individus doivent être à la fois libres et strictement égaux.
- b.** est compatible avec un certain niveau d'inégalité des positions.
- c.** repose sur deux principes: l'équité et le souci d'optimiser le sort des plus désavantagés.

3 Compléter un texte

Complétez le texte ci-dessous à l'aide des termes suivants (un même mot peut être employé plusieurs fois).

1. discrimination 2. hiérarchisés 3. catégories sociales 4. patrimoine 5. cumulatif 6. inégalités 7. égalité
 8. reproduisent 9. revenus

Les [a...] sociales désignent le fait que les individus ou groupes composant une société n'ont pas tous le même accès à certaines ressources valorisées socialement et sont de ce fait [b...]. Elles peuvent prendre des formes très variées en fonction de la ressource en question, sur le plan économique, on peut notamment distinguer les inégalités de [c...] et de [d...], les secondes étant beaucoup plus fortes que les premières. Tandis qu'en politique, elles concernent en particulier l'accès aux postes à responsabilité, où les hommes blancs de [e...] supérieures sont surreprésentés par rapport au poids qu'ils occupent dans la population totale. Ces inégalités ont par ailleurs un caractère [f...]: elles s'entretiennent les unes les autres et tendent de ce fait à se concentrer sur les mêmes populations. Ainsi, les personnes d'origine étrangère

ont tendance à subir plus souvent des [g...], et ont de ce fait moins de chance d'obtenir un emploi ou un logement que le reste de la population. Elles n'ont également pas la possibilité d'être aussi bien soignées, d'avoir le même accès aux loisirs et à la culture ou à une alimentation de qualité et leurs enfants fréquentent des écoles leur permettant plus difficilement d'effectuer de longues études, ce qui renforce la probabilité qu'ils [h...] la position sociale de leurs parents. Face à de tels constats, des politiques de lutte contre les [i...] ont été mises en œuvre, notamment par l'introduction de dispositifs visant à accorder des moyens supplémentaires aux établissements accueillant des publics défavorisés, mais cela entre en tension avec le principe d'[10...] républicaine qui ne reconnaît aucune différence entre les citoyens.

Mobiliser ses connaissances

4 Compléter un schéma de synthèse du cours

Complétez les cases numérotées du tableau avec les affirmations suivantes.

a. Les inégalités prennent aussi la forme de discriminations en fonction du genre, de l'âge, de la couleur de peau, d'un handicap, etc. b. John Rawls théorise le « principe de différence » qui stipule que les inégalités peuvent être justes si elles sont favorables aux plus défavorisés. c. Les effets pervers des politiques de discrimination positive sont, par exemple de stigmatiser et d'arriver à l'effet inverse de ce qui était attendu (aide des populations défavorisées). d. Les facteurs explicatifs proposés par Thomas Piketty sont : le rôle de l'inflation, le rôle de la fiscalité,

l'importance de la loi fondamentale du capitalisme ($r > g$) sur l'accumulation du capital. e. La redistribution permet de réduire les écarts de revenus primaires. Elle peut être verticale (en faveur des plus pauvres) ou horizontale (lorsque des personnes sont exposées à un risque social). f. Les conceptions de l'égalité peuvent entrer en tension, par exemple à travers la discrimination positive qui priviliege l'égalité des chances à l'égalité des situations et des droits.

La dynamique des inégalités	Les conceptions de l'égalité et de la justice sociale	L'action des pouvoirs publics en faveur de la justice sociale
<p>1 La mesure des inégalités économique et leur évolution</p> <ul style="list-style-type: none">– Indicateurs statistiques d'inégalités (écart interquantiles, courbe de Lorenz, indice de Gini, corrélation revenus parents-enfants)– Constat d'une réduction de la concentration du patrimoine et des inégalités de revenus entre 1914 et 1970– Regain des inégalités depuis les années 1980	<p>3 Les différentes conceptions de l'égalité</p> <ul style="list-style-type: none">– l'égalité de droits (individus égaux devant la loi)– l'égalité des situations (qui cherche à réduire l'égalité des positions atteintes et non initiales en réduisant les écarts de revenus)– l'égalité des chances (possibilité données à tous d'accéder à n'importe quelle position sociale quels que soient leurs caractéristiques)	<p>5 Les moyens de réduire les inégalités</p> <ul style="list-style-type: none">– Les pouvoirs publics peuvent s'appuyer sur les prélevements obligatoires et le versement de revenus de transferts pour redistribuer les richesses.– Les services collectifs et donc ce qui relève de la consommation socialisée (éducation, santé, logement) jouent un rôle déterminant dans la redistribution.– Les politiques de discrimination positive cherchent à réduire l'égalité des chances
<p>2 Le caractère cumulatif des inégalités</p> <ul style="list-style-type: none">– Les inégalités ne concernent pas seulement les inégalités de revenu et patrimoine : elles sont aussi sociales– Caractère cumulatif des inégalités : les inégalités de ressources (économiques, réseau social, capital culturel) déterminent les inégalités sociales	<p>4 Les approches de la justice sociale</p> <ul style="list-style-type: none">– Il existe plusieurs approches de la justice sociale qui reposent sur des conceptions différentes de ce qui est juste.– L'utilitarisme (accroître le bien-être collectif)– Le libertarisme (égalité des droits et liberté individuelle)– L'égalitarisme strict (égalité des situations)– L'égalitarisme libéral (égalité des chances/équité)	<p>6 Les contraintes pesant sur les pouvoirs publics</p> <ul style="list-style-type: none">– L'action des pouvoirs publics se heurte à des contraintes économiques liées au poids des dépenses de l'État social.– La crise est aussi une crise de légitimité (déclin du sentiment de justice sociale et du consentement à l'impôt) et une crise d'efficacité (difficulté à réduire la pauvreté).– Les politiques publiques se heurtent aussi à des effets pervers (risque de désincitation)

5 Maîtriser le vocabulaire

Retrouvez la définition des termes suivants dans la liste ci-dessous.

1. libertarisme 2. redistribution 3. minima social 4. utilitarisme 5. égalité des chances 6. indice de Gini
7. effet pervers 8. égalité des positions 9. prestations sociales 10. égalitarisme strict

- a. Agrégation de décisions individuelles qui aboutit à l'inverse des effets recherchés.
b. Conception de la justice sociale qui prône la recherche du plus grand bien-être pour l'ensemble des membres de la société.
c. Conception de la justice sociale qui accorde la priorité à la garantie des libertés individuelles et rejette l'intervention de l'État.
d. Situation où les individus disposent des mêmes opportunités au départ.
e. Conception de la justice sociale qui considère que tous les membres de la société doivent être placés dans des conditions de vie similaire pour être réellement libres.
f. Outil statistique permettant de mesurer synthétiquement le niveau d'inégalité dans une population et pour une ressource donnée.
g. Situation où les individus disposent d'un niveau de ressources comparables et où les hiérarchies sont ainsi faibles, voire inexistantes.
h. Réduction des inégalités de revenus primaires par les prélevements obligatoires et le versement de revenus de transfert (prestations sociales).
i. Revenus de transfert versé sous conditions de ressources sans cotisations préalables (logique assistancielle) ou en fonction des cotisations versées (logiques assurancielle).
j. Prestations sociales essentiellement non contributives (sans contrepartie de cotisations), versées sous conditions de ressources et qui visent à assurer à une personne ou à sa famille un revenu minimum nécessaires pour survivre et échapper à l'extrême pauvreté.

6 Replacer des ordres de grandeur

Reliez les statistiques suivantes aux phénomènes qu'elles résument.

1. 3,4 2. 8,3 ans 3. 8 % 4. 630 5. un quart 6. 30 % 7. 7 ans 8. 12 millions 9. 3 10. 76 % 11. 4 millions

12. un quart

- a. Part du revenu disponible captée par les 10% les plus riches en France.
- b. Part des Français qui déclarent avoir renoncé à des soins médicaux dans l'année écoulée.
- c. Part totale du patrimoine détenu par les 50% les moins fortunés en France.
- d. Nombre de personnes atteintes par le mal-logement en France.
- e. Différence d'espérance de vie entre un cadre et un ouvrier en France.
- f. Nombre de chances qu'a un candidat avec un nom français d'être recruté qu'un autre avec un nom à consonance étrangère

à compétences égales.

- g. Écart entre l'âge moyen auquel les membres du premier décile ont quitté le système scolaire et celui auquel ceux du dernier décile l'ont quitté.
- h. Rapport interdécile en termes de niveaux de vie en France aujourd'hui.
- i. Nombre de personnes touchées par un handicap en France.
- j. Écart de salaire moyen entre hommes et femmes en France.
- k. Part des députés français appartenant à la catégorie des cadres et professions intellectuelles supérieures, contre 0 ouvrier.
- l. Rapport interdécile des patrimoines en France aujourd'hui.

7 Comprendre les spécificités de chacune des grandes conceptions de la justice sociale

Complétez le tableau ci-contre à l'aide des termes suivants.

- a. mettre tous les individus dans les mêmes conditions de vie
- b. absence d'entraves par l'État aux comportements individuels
- c. concilier liberté individuelle et proximité des conditions
- d. ne prend pas en compte les différences d'efforts
- e. confond libertés formelles et libertés réelles
- f. maximiser la somme des satisfactions de chaque individu
- g. ne tient pas compte des valeurs
- h. implique une délibération permanente entre les membres de la société.

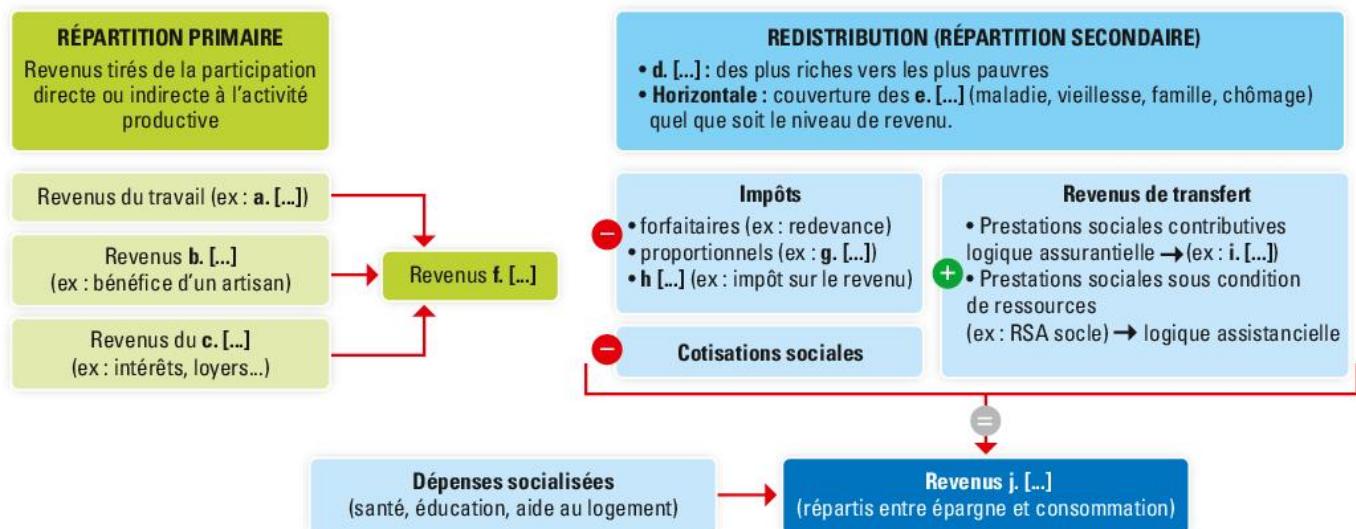
	Principes	Limites
Égalitarisme		
Utilitarisme		
Libertarisme		
Égalitarisme libéral		

8 Comprendre les mécanismes de la redistribution

Complétez le schéma ci-dessous avec les termes suivants.

1. allocation-chômage 2. capital 3. disponibles 4. mixtes 5. primaires 6. salaires 7. TVA 8. progressifs

9. verticale 10. risques sociaux



Tout pour réviser

Le vocabulaire à maîtriser

Réalisez votre lexique de vocabulaire pour ce chapitre à partir des mots-clés suivants.

En terminale

Indice de Gini, courbe de Lorenz, écart inter-quartile
➡ **Dossier 1 A, p. 384**; inégalité économique, revenu, patrimoine ➡ **Dossier 1 B, p. 386**; inégalités sociales
➡ **Dossier 1 C, p. 388**; égalité des droits, égalités des chances, égalité des positions, discriminations
➡ **Dossier 2 A, p. 392**; utilitarisme, libertarianisme ou libertarisme, égalitarisme libéral, égalitarisme strict
➡ **Dossier 2 B, p. 394**; redistribution, services collectifs, État social
➡ **Dossier 3 A, p. 396**; discrimination, discrimination positive ➡ **Dossier 3 B, p. 398** effet pervers; désincitations ➡ **Dossier 3 C, p. 400**.

En première

- **Chapitre 4**: dépense publique, revenus primaires, revenu disponible, redistribution
- **Chapitre 6**: socialisation, capital économique, social, culturel
- **Chapitre 7**: intégration sociale, lien social, sociabilité, précarité, pauvreté
- **Chapitre 10**: sentiment de compétence politique
- **Chapitre 11**: risques sociaux, protection sociale, assurance, assistance, prestations sociales, cotisations sociales, redistribution verticale, horizontale.

En seconde

- **Chapitre 4**: socialisation différentielle
- **Chapitre 6**: inégalité, emploi, chômage, capacités

Ne pas confondre

Assurez-vous de bien maîtriser les phénomènes ou concepts suivants en vous entraînant à les distinguer.

- Inégalité de patrimoine et de revenus
- Inégalités et différences
- Discriminations et inégalités
- Égalité des droits, des chances et des positions
- Justice sociale et égalité
- Utilitarisme et individualisme
- Utilitarisme et libertarisme
- Égalitarisme strict et égalitarisme libéral
- Redistribution verticale et horizontale
- Impôts progressifs et proportionnels
- Prestations et cotisations sociales
- Services publics et services collectifs
- Discrimination et discrimination positive
- Déficit d'efficacité et déficit de légitimité

Les schémas et tableaux de synthèse à retenir

Synthétiser vos connaissances dans des schémas ou des tableaux notamment sur les thèmes de la liste suivante. Appuyez-vous sur ceux proposés dans les dossiers de ce chapitre.

La représentation de la courbe de Lorenz et le calcul du coefficient de Gini à partir du graphique

➡ **Dossier 1 A, p. 384**

Tableau de synthèse sur les causes de l'évolution des inégalités de revenu et de patrimoine selon Thomas Piketty

➡ **Dossier 1 B, p. 387**

Tableau de synthèse sur les principales phases d'évolution des inégalités ➡ **Dossier 1 B, p. 387**

Schéma d'enchaînement sur le caractère cumulatif des inégalités ➡ **Dossier 1 C, p. 389**

Schéma de synthèse sur les trois conceptions de l'égalité

➡ **Dossier 2 A, p. 393**

Schéma de synthèse sur conceptions de la justice sociale

➡ **Dossier 2 B, p. 395**

Schéma de synthèse sur les mécanismes de redistribution

Les auteurs à connaître

- Thomas Piketty, *Le capital au xxie siècle*, 2013 sur la réduction et le creusement des inégalités.
- Simon Kuznets et sa courbe en U inversé montrant que les inégalités se creusent lorsque le pays s'industrialise puis se stabilisent et diminuent lorsque le pays se développe.
- Amartya Sen, *L'idée de justice*, 2009 sur les « capacités » et l'exemple de la querelle entre trois enfants au sujet d'une flûte.
- John Rawls, *Théorie de la justice*, 1971 sur la conception de l'égalitarisme libéral et du « principe de différence ».
- Pierre Rosanvallon, *La crise de l'État-providence*, 1981 sur les trois crises de l'État-providence : crise financière, d'efficacité et de légitimité.

Les mécanismes à comprendre

Assurez-vous que vous avez repéré les mécanismes à comprendre suivants.

- Le lien entre inégalités de revenu et de patrimoine
- Les facteurs ayant contribué à la réduction des inégalités entre 1914 et 1970 puis à leur regain après 1980.
- La dynamique cumulative des inégalités
- La réduction des inégalités économiques par la redistribution
- Les limites de l'action publique en matière de réduction des inégalités
- Les contradictions possibles entre égalité des droits, égalité des positions et égalité des chances

Les problématiques possibles pour la partie 3 de l'EC ou la dissertation

- Quels sont les différents instruments permettant de mesurer les inégalités et leur intérêt respectif ?
- En quoi les inégalités sociales sont-elles multiformes et cumulatives ?
- Quelles sont les principales formes d'égalité, en quoi se complètent-elles et s'opposent-elles ?
- En quoi les différentes conceptions de la justice sociale entrent-elles en tension ?
- Peut-on concilier liberté et égalité ?
- Quel rôle les pouvoirs publics peuvent-ils jouer face aux inégalités ?
- Quelles sont les principales contraintes auxquelles se heurtent les pouvoirs publics pour juguler les inégalités ?
- Comment les pouvoirs publics peuvent-ils lutter contre les discriminations ?

Idées de sujets disciplinaires pour le Grand oral

- Sur quels critères sont établis les différences de rémunérations ?
- La fin des séries rend-elle le lycée plus juste ?
- Quelles procédures d'embauche pour réduire les discriminations ?
- L'égalité des chances a-t-elle un sens ?
- L'État social est-il vraiment en crise ?
- Le service public est-il en danger ?
- Faut-il tenir compte de la culture générale dans les procédures de recrutement ?
- Quel système fiscal pour réduire les inégalités économiques ?

Idées de sujets interdisciplinaires pour le Grand oral

Avec les arts

- Les représentations artistiques des inégalités : l'exemple du mouvement des 99 %

Avec l'HGGSP

- La naissance de l'État social en France
- Retraites et justice sociale
- Histoire de la TVA / de l'impôt sur le revenu

Avec langues et civilisations étrangère

- L'histoire du système de protection sociale britannique depuis Beveridge
- L'évolution des inégalités en France et en Angleterre depuis la seconde guerre mondiale
- Faut-il sélectionner à l'entrée des universités sur le modèle anglo-saxon ?
- La discrimination positive en France et aux États-Unis

Avec humanités, lettres et philosophie

- Existe-t-il des inégalités naturelles ?
- Existe-t-il des inégalités justes ?
- Faut-il taxer davantage l'héritage économique ?

Avec l'informatique et les sciences du numérique

- L'intelligence artificielle au service de la prévention en matière de santé : quel potentiel de réduction des inégalités face à la santé ?

Avec les mathématiques

- Les outils de mesure des inégalités

Avec les SVT

- Prévenir ou guérir ? Comment réduire les inégalités face à la santé ?
- Pourquoi les femmes vivent-elles plus longtemps ?

Pour en savoir plus

À lire

- Amartya Sen, *Représenter l'inégalité*, Seuil, 2000
- François Dubet, *Les places et les chances*, Seuil, 2010
- Marie Duru-Bellat, *Le mérite contre la justice*, Presses de Sciences-po, 2009
- Patrick Savidan, *Dictionnaire des inégalités et de la justice sociale*, PUF, 2018
- Claire Braud, Nicolas Jounin, *Chantier interdit au public*, Casterman, 2016



À écouter

- « L'illectronisme, ceux qui ne s'y font pas », *Les pieds sur terre*, France Culture, 5 mars 2020
- « Des super-riches se cachent derrière le "jantelagen" suédois », *Tout un monde*, Radio-télévision suisse romande, 20 novembre 2019
- « Des enfants sans toit ni loi pour les abriter », *Les pieds sur terre*, France Culture, 30 décembre 2019
- « RSA, le travail, y a que ça de vrai ? », *Du grain à moudre*, France Culture, 29 mai 2019

À consulter

- L'Observatoire des inégalités
- Le site de l'économiste Thomas Piketty
- Le site du Défenseur des droits
- Un dossier du site ses-ens sur un colloque consacré au thème « Inégalités et justice sociale »



À voir

- À la recherche de la justice sociale, Décodéco
- Présentation de l'ouvrage d'Amartya Sen, *Représenter l'inégalité*, Politikon
- *Rawls et la théorie de la justice*, Evelyne Delorme
- État et justice sociale, Evelyne Delorme
- *Les inégalités économiques et sociales*, Inversoco
- *Banlieusards*, Leïla Sy et Kery James, 2019



Épreuve composée

Partie 1 Mobilisation des connaissances (4 points)

Vous montrerez à l'aide d'un exemple que les inégalités économiques et sociales peuvent se cumuler.

Partie 2 Étude d'un document (6 points)

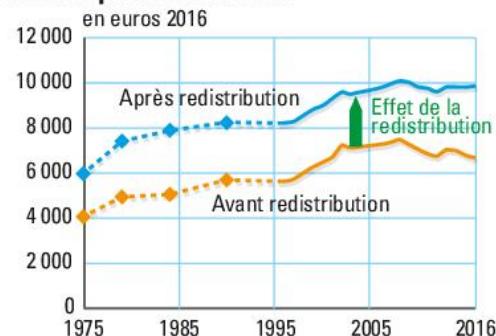
- Expliquez comment les données de la ligne ensemble ont été calculées.
- Caractérissez les inégalités que ce document met en évidence.

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage ordinaire dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Julien Blasco, Sébastien Picard, « Quarante ans d'inégalités de niveau de vie et de redistribution en France (1975-2016) », France Portrait Social, Insee 2019.

Doc 1

Évolution du premier décile de niveau de vie avant et après redistribution



Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les pouvoirs publics contribuent à la justice sociale.

Doc 1

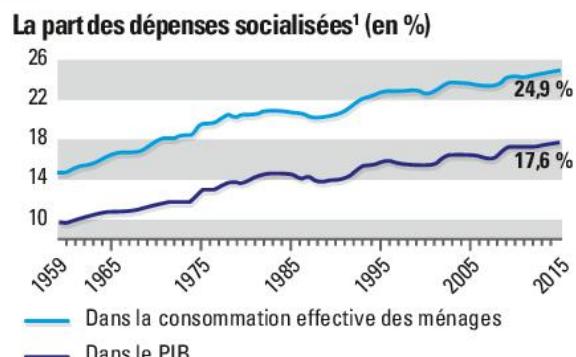
La création d'équipements collectifs [...] vise à « démar- chandiser »¹, comme dit Esping Andersen, l'accès à certains biens. Ici, l'égalité procède moins de l'égalisation des revenus que de la mise à disposition de tous de biens longtemps réservés à quelques-uns. C'est le cas notamment des transports publics, de l'implantation des services publics, de l'éducation et de tous les équipements publics gratuits parce que leur charge est répartie sur l'ensemble des contribuables. Ces biens n'entrent pas directement dans la statistique qui mesure les inégalités sociales ;

pourtant, eux aussi contribuent à l'égalisation progressive des places, puisque chacun peut en bénéficier. D'ailleurs, la République a longtemps conçu son rôle social par rapport à l'équipement du territoire, chaque commune devant avoir ses écoles, son collège, sa poste, son commissariat, sa piscine, sa bibliothèque, sa salle polyvalente, etc. Les services publics et leur gratuité sont perçus comme une des conditions de l'égalité des places.

1. Soustraire de la sphère marchande.

François Dubet, *Les places et les chances*, 2010.

Doc 2



- On parle de dépense socialisée lorsque les administrations publiques ou les institutions sans but lucratif au service des ménages prennent en charge une partie de la dépense des ménages principalement de santé, d'enseignement et de logement.

Insee, 2017.

Doc 3

Contribution des différents transferts à la réduction des inégalités de niveau de vie en 2017

	Contribution à la réduction des inégalités (en %)
Prélèvements	35,2
Financement de la protection sociale	6,9
Impôts directs dont Impôt sur le revenu dont Taxe d'habitation	28,2 29,0 -0,7
Prestations	64,8
Prestations familiales	24,9
Aides au logement	18,4
Minima sociaux et RSA activité	23,5
Niveau de vie	100

Champ : France métropolitaine.

Insee, *France, portrait social*, édition 2018.

Rédiger une réponse argumentée à partir d'un dossier documentaire

Étape 1 Analyser le sujet à l'aide de ses connaissances

- Définir les termes clés du sujet.

Exemple : La justice sociale est un principe visant à une plus grande équité dans la répartition des richesses afin de réduire les inégalités perçues comme injustes. Le concept est polysémique mais vous en délimitez ici le sens. Les pouvoirs publics désignent l'État Central, les collectivités territoriales et les organismes de protection sociale.

- Analyser la nature du travail demandée.

Exemple : Il s'agit ici de montrer que l'action des pouvoirs publics permet de réduire les inégalités et de mettre en évidence les mécanismes par lesquels ils le font.

Étape 2 Lire les documents et organiser le plan

- Dégager de chaque document les éléments de réponse au sujet
- Dégager les deux axes du plan et les sous-parties

Exemple : Les documents doivent vous permettre de dégager deux axes pertinents : il peut ainsi être judicieux d'aborder la redistribution monétaire (document 3) en I et la redistribution par les services collectifs qui peut à la fois réduire les inégalités de revenu et les inégalités sociales (documents 1 et 2) dans le II.

Étape 3 Enrichir le plan avec ses connaissances

- Définir les concepts pour expliquer des phénomènes ou les termes des documents.
- Illustrer par des chiffres, des exemples concrets et mobilisez l'histoire économique.
- Expliquer des mécanismes en définissant tous les concepts utilisés.
- Mobiliser des références théoriques.

I. La redistribution monétaire permet de diminuer certaines inégalités

A. **Le versement de prestations sociales corrige les inégalités issues du partage de revenus primaires**

Extraire les données du document 3 et compléter avec ses connaissances.

Exemple : Les mécanismes de la redistribution (expliquer le passage du revenu primaire au revenu disponible en mobilisant les termes de prélèvements obligatoires et de prestations sociales)

Distinguer les revenus de transfert, liés au système de protection sociale : prestations d'assurance (logique bismarckienne) / d'assistance (logique beveridgienne).

Rappeler l'effet de la redistribution sur les déciles D1 et D9.

B. **Les prélèvements obligatoires réduisent les écarts de revenu et participent au financement de la protection sociale.**

Extraire les données du document 3 et compléter avec ses connaissances.

Exemple : Les cotisations sociales ont un effet faiblement redistributif mais elles ouvrent droit à des prestations d'assurance. Les impôts directs progressifs permettent de réduire les inégalités puisque leur taux de prélèvement augmente avec le revenu.

II. Les services collectifs favorisent la justice sociale en réduisant les inégalités

A. **Les services publics participent à la redistribution monétaire en socialisant certaines dépenses**

Extraire les données du document 1 et compléter avec ses connaissances.

Exemple : Les services collectifs sont gratuits ou vendus à un prix inférieur à leur coût de revient. Ils permettent à ceux qui n'auraient pas les moyens de payer l'équivalent en services marchands, de bénéficier de l'éducation, de la santé et du logement. En outre, les ménages peuvent ainsi consacrer leur revenu disponible à d'autres types de dépenses. Ainsi, seulement un quart des dépenses de santé est prise en charge par les ménages. Il s'agit d'une redistribution efficace puisque selon l'Insee, elle joue un rôle deux fois plus important que la redistribution monétaire sur la réduction des inégalités de niveaux de vie. Principe de justice d'« égalité des positions ».

B. **Ils contribuent aussi à réduire les inégalités sociales qui se cumulent avec les inégalités économiques.**

Extraire les données du document 2 et compléter avec ses connaissances.

Exemple : La gratuité de l'éducation permet de lever les obstacles à la poursuite d'études et de favoriser l'égalité des chances et l'accumulation du capital humain. L'accès universel aux soins améliore également la santé de la population en réduisant les inégalités entre les plus modestes et les plus aisés. Des transports gratuits favorisent en outre l'accès à l'emploi... Bien montrer le caractère cumulatif des inégalités économiques et sociales et dans une certaine mesure les pouvoirs publics peuvent limiter leur cercle vicieux.

Dissertation

Sujet : Quelles limites peuvent rencontrer les politiques publiques en faveur de la justice sociale ?

Doc 1

Selon la loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion, tout allocataire ou conjoint d'allocataire appartenant à un foyer ayant un droit ouvert au RSA est soumis aux « droits et devoirs du bénéficiaire du RSA » s'il est sans emploi ou a un revenu d'activité professionnelle inférieur à 500 euros par mois. Cette loi garantit à toute personne soumise aux droits et devoirs la possibilité de bénéficier d'un accompagnement social ou professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique. En contrepartie, elle doit s'engager à rechercher un emploi, à entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa

propre activité ou à effectuer les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle. Fin 2017, en France, 2,1 millions de personnes sont soumises aux droits et devoirs associés au RSA [...]. Un peu plus de la moitié des personnes soumises aux droits et devoirs ont entre 30 et 49 ans, et près du quart sont âgés de moins de 30 ans. Par ailleurs, 12 % d'entre elles ont une ancienneté dans le RSA de moins de six mois et 66 % une ancienneté de deux ans ou plus.

« La moitié des bénéficiaires dont le foyer a moins de 6 mois d'ancienneté dans le RSA sont orientés », *Les dossiers de la DREES*, n° 39, juillet 2019.

Doc 2

Proportion d'enfants d'ouvriers et d'inactifs, d'enfants de cadres et d'enseignants, et d'élèves en retard à l'entrée en 6^e

Collèges	Enfants d'ouvriers et d'inactifs	Enfants de cadres et d'enseignants	Elèves entrant en sixième en retard
Réseau Ambition Réussite (RAR)	75,5	8,2	34,3
Hors RAR	37,9	35,2	14,8
Moyenne	43,0	31,2	16,9

Pierre Merle, *La ségrégation scolaire*, La Découverte, 2012.

Doc 3

Taux de pauvreté (seuil à 60 %) selon la catégorie socioprofessionnelle (en %)

Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise	22,2
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3,1
Professions intermédiaires	5,1
Employés	12,5
Ouvriers	15,0
Ensemble des actifs ayant déjà travaillé	10,3

Insee Références, édition 2019 – Revenus – Salaires

Doc 4

L'impôt est désormais soumis à l'épreuve d'un monde ouvert à toutes les concurrences et surtout les plus déloyales et dommageables : fuite fiscale, exil fiscal, délocalisation fiscale, gestion astucieuse d'une situation fiscale [...]. La nouveauté n'est pas dans le phénomène, elle est dans la relative impuissance des souverainetés [...]. Ces deux phénomènes « d'assiette trouée » par les dépenses fiscales et de « passagers clandestins » (grâce notamment aux paradis fiscaux), qui profitent surtout aux revenus et patrimoines les plus élevés et les plus diversifiés, débouchent sur une telle reconstitution des privilégiés que l'on pourrait dire de la France actuelle ce que Tocqueville appliquait à l'ancien

régime : « l'impôt avait pour objet non d'atteindre les plus capables de le payer, mais les plus incapables de s'en défendre ». En fait le vrai problème est de rétablir l'égalité devant l'impôt gage du consentement à l'impôt de la majorité des classes moyennes qui ont le sentiment d'être sacrifiées par le modèle social actuel. Selon un sondage publié en 2013, trois Français sur quatre (73 %) estiment que l'effort fiscal est surtout demandé aux classes moyennes et qu'ils contribuent davantage au système qu'ils n'en profitent.

André Barilari, « Le consentement à l'impôt », Académie des sciences et lettres de Montpellier, avril 2018.

Articuler ses idées et mettre en forme un devoir (Exemple de réponse rédigée)

Les politiques publiques ne permettent pas toujours de réduire les inégalités aussi efficacement qu'elles le souhaiteraient. Ainsi, nous verrons dans un premier temps que la fiscalité n'est pas assez progressive pour réduire les inégalités de revenu et de patrimoine, puis dans un second temps que la protection sociale et les services collectifs peinent à réduire les inégalités sociales. Enfin, dans un troisième temps, nous verrons que les inégalités liées aux discriminations persistent en dépit de politiques plus actives.

La redistribution permet de réduire l'écart entre les revenus primaires issus de la participation directe ou indirecte à l'activité productive et le revenu disponible pour consommer et épargner. Elle repose sur des prélèvements obligatoires, à savoir les impôts et les cotisations sociales et sur le versement par les administrations publiques de prestations sociales, notamment de protection sociale. Il s'agit de revenus de transferts versés au ménage en complément de leurs revenus (allocations familiales ou logement) ou pour compenser une perte de revenu (allocation chômage, minima sociaux). Cette redistribution est indispensable pour réduire les inégalités entre déciles de revenus. Ainsi, les ménages du premier décile (les 10 % les plus modestes) doublent leur revenu primaire après redistribution tandis que ceux du 9^e décile, celui des 10 % les plus aisés baisse de 25 %.

Pour autant, les mécanismes de redistribution ne suffisent pas à réduire de manière conséquente la pauvreté puisque des écarts importants demeurent entre les groupes sociaux. En effet, selon les données d'Insee Références sur les revenus et les salaires, parues en 2019, 22 % des individus de 18 ans ou plus, ayant déjà travaillé, exerçant comme agriculteurs, commerçants, artisans ou chef d'entreprises sont pauvres, c'est-à-dire qu'ils perçoivent moins de 60 % du revenu médian. De même, le taux de pauvreté des ouvriers est de 15 %, c'est 5 points au dessus de la moyenne des actifs ayant déjà travaillé et 10 points de plus que pour ceux de la PCS cadre (document 2).

Si les mécanismes de redistribution et notamment les prestations sociales peinent à réduire la pauvreté, la fiscalité est en soi peu correctrice des inégalités des revenus. Cela s'explique par la prédominance des impôts indirects et proportionnels (T. VA, et autres taxes...) sur les impôts progressifs comme l'IRPP (l'impôt sur le revenu). La TVA représente environ 45 % des ressources de l'État central contre 22 % pour l'impôt sur le revenu. Or ce sont les impôts directs qui contribuent le plus à la réduction des inégalités, puisque leur montant dépend du niveau de vie.

Enfin, le creusement des inégalités de revenus et de patrimoine depuis les années 1980 en faveur notamment des 1 % les plus riches dans les pays développés est en partie liée, selon Thomas Piketty dans *Le capital au xx^e siècle*, à un assouplissement de la fiscalité sur les hauts revenus (tranche supérieure de l'impôt sur le revenu) et sur le patrimoine (allégement des droits de succession et plus récemment de l'impôt sur la fortune mobilière en France). Si le rapport interdécile (D9/D1) s'est moins creusé en France qu'ailleurs, les politiques publiques se heurtent à la difficulté de répondre à l'impact du progrès technique sur les moins qualifiés (chômage, précarité, stagnation des revenus) et de la polarisation de l'emploi qui menace l'emploi et les revenus de certaines composantes de la classe moyenne.

Ainsi, les politiques publiques ont des difficultés à réduire les inégalités de revenu et de patrimoine. Elles parviennent aussi mal à réduire les inégalités sociales malgré le poids des dépenses socialisées de santé, d'éducation ou de logement.

Les inégalités sociales se maintiennent et s'accroissent en dépit de l'importance de services collectifs et des dépenses de protection sociale...

 Introduction (problématique et annonce de plan) disponible en ligne.

Début du I. Vous devez faire un alinéa et faire une brève phrase qui présente l'idée centrale de la partie.

Annonce des A,B,C du I

Allez à la ligne pour changer d'idée, mais sans aliéna car vous êtes toujours dans le A.

Souligner les titres d'ouvrages

Phrase de conclusion partielle qui annonce le B

Alinéa et saut de ligne pour débuter le B

Épreuve composée

Partie 1 Mobilisation des connaissances (4 points)

Présentez, en montrant bien ce qui les différencie, trois conceptions de la justice sociale.

Partie 2 Étude d'un document (6 points)

- Présentez les données de D1 et des indicateurs d'inégalités relatives au patrimoine brut en 2015.
- Présentez les inégalités de patrimoine et leurs évolutions.

Distribution du patrimoine brut (en euros constants)

	Patrimoine brut 2015	Patrimoine brut hors reste 2010	2015	Évolution (en %)
Déciles de patrimoine				
D1	4 300	900	700	-22
D2	12 900	3 300	3 500	6
D3	34 100	14 500	20 400	41
D4	94 900	71 400	82 300	15
D5	158 000	141 000	144 600	3
D6	215 800	198 900	194 400	-2
D7	278 000	257 400	252 900	-2
D8	374 500	341 600	343 500	1
D9	595 700	533 400	553 700	4
Indicateurs d'inégalités				
D9/D1	39	593	791	33
Gini	0,635	0,662	0,653	-1

Note : Le **patrimoine brut** comprend les actifs financiers, les biens immobiliers et les autres biens durables et objets de valeur. Le **patrimoine brut hors reste** est le patrimoine brut hors véhicules, objets durables et objets de valeur.

Revenus et patrimoines des ménages, Insee Références, 2018.

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les inégalités sont multiformes et cumulatives.

Doc 1

À tout âge, la probabilité de mourir dans l'année des ouvriers est supérieure à celle des cadres, pour les hommes comme pour les femmes. Ainsi, les ouvriers ont un risque plus élevé de mourir prématurément. Par exemple, un homme de 35 ans soumis toute sa vie aux conditions de mortalité de 2009-2013 a 18 % de risque de mourir avant 65 ans s'il est ouvrier, contre 7 % s'il est cadre (respectivement 8 % et 4 % pour une femme). Les natures mêmes des professions exercées expliquent en partie ces écarts. En effet, les cadres sont moins soumis aux risques professionnels (accidents, maladies, expositions à des produits toxiques...) que les ouvriers. Par ailleurs, ils appartiennent à un groupe social dont les modes de vie sont favorables à une bonne santé : les comportements de santé à risque, les moindres recours et accès aux soins, ou encore l'obésité sont moins fréquents chez les cadres que chez les ouvriers.

Nathalie Blanpain, « Les hommes cadres vivent toujours 6 ans de plus que les hommes ouvriers », *Insee Première*, n° 1584, février 2016.

Doc 2

Les inégalités femmes-hommes en France

En %	Femmes	Hommes
Proportion de diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 25-34 ans	44	34
Part de cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population active	17	20,8
Part des emplois à temps partiel parmi les personnes en emploi en 2018	29,3	8,4
Part parmi les députés en 2017	39	61

Secrétariat d'État chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes,
« Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes », 2019.

Dissertation

Sujet : La protection sociale est-elle efficace pour réduire les inégalités ?

Doc 1

Taux de pauvreté avant et après redistribution selon le type de ménage (en %)

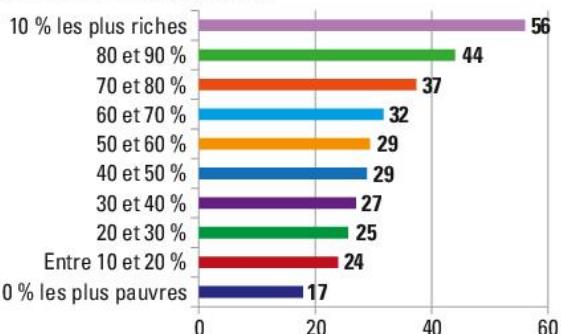
	Avant redistribution	Après redistribution
Personne seule	24,2	16,0
Famille monoparentale		
- un seul enfant	35,8	22,2
- 2 enfants ou plus	61,0	43,4
Couples		
- sans enfant	8,1	5,7
- 1 enfant	12,4	8,7
- 2 enfants	15,5	9,4
- 3 enfants	40,3	22,2
Ensemble	22,0	14,1

Note : Seuil de pauvreté à 60 % du revenu médian.

Ministère des Solidarités, 2014.

Doc 2

Masse des revenus de la protection sociale¹, redistribués perçus par tranche de 10 % des niveaux de vie (en milliards d'euros)



1. Retraites, indemnités chômage, prestations sociales, minima sociaux.

Centre d'Observation de la société, d'après Insee.

Doc 3

Montants moyens des prélèvements et prestations par unité de consommation¹ en 2016 (en euros par unité de consommation)

	Décile 1	Décile 10
Niveau de vie avant redistribution (A)	3 080	72 690
Prélèvements	- 160	- 17 050
Financement de la protection sociale	- 130	- 5 780
Impôts directs	- 30	- 11 280
Prestations	6940	210
Prestations familiales ²	2020	130
Aides au logement	2 050	0
Prime d'activité et minima sociaux ³	2 870	80
Niveau de vie après prélèvements et prestations (B)	9 860	55 830
Taux de redistribution (B-A)/A (en %)	220,1	- 23,2

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

1. Par unité de consommation : Méthode de calcul qui tient compte de la taille et de la structure du ménage.

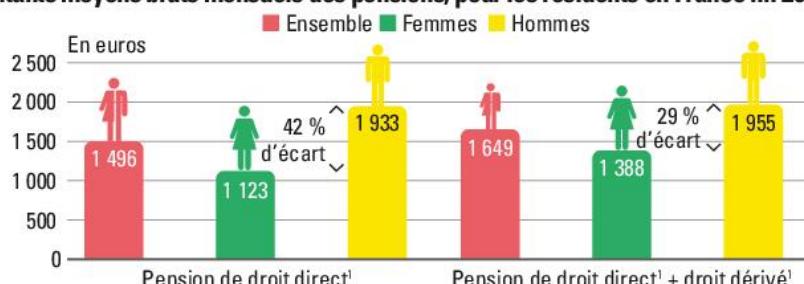
2. Allocation de soutien familial, allocation d'éducation de l'enfant handicapé, complément de libre choix d'activité de la Paje, complément familial, allocation de base de la Paje et allocation de rentrée scolaire.

3. Minima sociaux : prestations sociales, versées sous conditions de ressources et sans contrepartie de cotisations, qui visent à assurer un revenu minimal à une personne ou à sa famille (ex : minimum vieillesse, allocation pour adulte handicapé, etc.).

Insee Références, *Portrait social*, 2017.

Doc 4

Montants moyens bruts mensuels des pensions, pour les résidents en France fin 2017



1. Y compris majorations pour 3 enfants ou plus.

Champ : tous retraités de droit direct résidant en France, vivant au 31 décembre 2017.

Note : La pension de droit direct (retraite) est acquise en contrepartie de l'activité professionnelle et donc des cotisations versées qui y sont liées. Les droits dérivés correspondent à la pension de réversion reçue par le conjoint survivant.

Les retraités et les retraites 2019, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), Ministère des solidarités et de la santé.